



Investir dans les populations rurales

Togo

National Programme for the Promotion of Rural Entrepreneurship

Rapport de supervision

Dates de mission: 7-22 September 2020

Date du document: 28/12/2020

Identifiant du projet 1100001639

Numéro du rapport: 5535-TG

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Sigles et acronymes

ACF	: Action Contre la Faim
ANO	: Avis de non objection
ANPGF	: Agence nationale de promotion et de garantie de financement aux PME/PMI
BAD	: Banque Africaine de Développement
BIT	: Bureau International du Travail
BOAD	: Banque ouest africaine de développement
CCIT	: Chambre de commerce et d'industrie du Togo
CI	: Consultant individuel
CIPS	: Comité interministériel de pilotage stratégique
CN	: Coordination Nationale
CNP	: Comité national de pilotage
COZ	: Coordination de Zone
CPES	: Cellule Présidentielle d'Exécution et de Suivi
CROPPA	: Coordination Régionale des Organisations Paysannes et de Producteurs Agricoles
CRS	: Comité Régional de Sélection
CTOP	: Coordination Togolaise des Organisations Paysannes
CTP	: Comité Technique de Pilotage
DA	: <i>Delivery Associates</i>
DAO	: Dossier d'appel d'offre
DCP	: Document de conception du projet
DNCMP	: Direction nationale de contrôle des marchés publics
DNO	: Demande de non objection
DOSI	: Délégation à l'organisation du secteur informel
DRF	: Demande de retrait de fonds
EDST	: Enquête Démographique et de Santé au Togo
FAIEJ	: Fonds d'Appui à l'Insertion Economique des Jeunes
FCFA	: Franc de la communauté financière d'Afrique
FICR	: Fédération Internationale de Croix Rouge
FIDA	: Fonds International de Développement Agricole
FNFI	: Fonds national de la finance inclusive
FUCEC	: Fautière des unités coopératives d'épargne et de crédit
GERME	: Gérer Mieux son Entreprise
GIE	: Groupement d'Intérêt Economique
ICRC	: <i>International Committee of Red Cross</i> (Comité International de la Croix Rouge)
IFP	: Institution Financière Partenaire
ICAT	: Institut de Conseil et d'Appui Technique
IMF	: Institution de microfinance
IMC	: <i>International Medical Corps</i>
ITRA	: Institut Togolais de Recherche Agronomique
JME	: <i>Joint Malnutrition Estimates</i>

MAPAH	:	Ministère de l'Agriculture, de la Production Animale et Halieutique
MEF	:	Ministère de l'Economie et des Finances
MICS	:	<i>Multiple Indicator Cluster Surveys (UNICEF)</i>
MIFA	:	Mécanisme Incitatif de Financement Agricole
MPER	:	Micro et Petite Entreprise Rurale
OMS	:	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	:	Organisation non Gouvernementale
OP	:	Organisation Paysanne/Organisation de Producteurs
4P	:	Partenariat pubic-privé-producteur
PA	:	Plan d’Affaire
PADAT	:	Projet d’Appui au Développement de l’Agriculture au Togo
PAIEJ-SP	:	Projet d'Appui à l'Insertion Economique des Jeunes dans les Secteurs Porteurs
PAM	:	Programme Alimentaire Mondiale
PASA	:	Projet d’Appui au Secteur Agricole
PIE	:	Porteur d’initiative économique
PME	:	Petite et Moyenne Entreprise
PND	:	Plan national de développement
PNDAT	:	Politique nationale de développement agricole du Togo
PNIASA	:	Programme National d’Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire
PNPER	:	Projet National de Promotion de l’Entreprenariat Rural
PPAAO-Togo	:	Programme de Productivité Agricole en Afrique de l’Ouest-Projet Togo
PPM	:	Plan de passation de marchés
PR	:	Présidence de la République
ProMIFA	:	Projet d’Appui au MIFA
PTBA	:	Programme de Travail et Budget Annuel
RMP	:	Revue à mi-parcours
RSE	:	Responsable Suivi-Evaluation
RSER	:	Responsable Suivi-Evaluation régional
SCAPE	:	Stratégie de croissance accélérée et de promotion de l’emploi
SEPIFSI	:	Secrétariat d'Etat auprès de la Présidence de la République chargé de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel
SER	:	Spécialiste entrepreneuriat rural
SFD	:	Système financier décentralisé
SFR	:	Spécialiste finance rurale
SGF	:	Spécialiste gestion financière
SPM	:	Spécialiste passation de marchés
SSE	:	Système de suivi-évaluation
TDR	:	Termes de référence
TVA	:	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCP	:	Unité de Coordination du Projet

UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

A. Aperçu du projet

Région:	Afrique de l'Ouest et du Centre	Niveau de risque du projet:	Pas à risque
Pays:	Togo	Catégorie	B
Nom du projet:	National Programme for the Promotion of Rural Entrepreneurship	environnementale et sociale:	
N° du projet:	1100001639	Classification du risque climatique (PESEC):	Pas encore disponible
Type de projet:	Crédit et Services Financiers	Institution chargée de l'exécution:	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
Chargé de Programme Pays:	Amath Pathe Sene	Institution chargée de la mise en oeuvre:	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche
Coordonnateur du projet:	Pas encore disponible		
Zone du projet:			

Date d'approbation:	24/03/2014	Date de réception du dernier rapport d'audit:	15/07/2020
Date de signature:	01/04/2014	Date de la dernière mission de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	22/09/2020
Date d'entrée en vigueur:	23/05/2014		
Date d'éligibilité aux décaissements:	23/05/2014	Nombre de missions de supervision/d'appui à la mise en oeuvre:	17
Date du premier décaissement:	25/06/2015	Nombre de prolongations:	1
Date de la revue à mi-parcours:	26/06/2017	Délai d'entrée en vigueur:	2 mois
Date d'achèvement prévue:	30/06/2020		
Date d'achèvement actuelle:	30/06/2021		
Clôture financière:	Pas encore disponible		

Financement total du projet

Répartition du financement FIDA	Debt Sustainability Framework	\$10,809,100
	IFAD	\$10,809,100
Répartition du financement national	Beneficiaries	\$1,887,500
	National Government	\$3,832,500
	Domestic Financing Institutions	\$8,676,400
Répartition du cofinancement	To be determined	\$3,559,800
Financement total du projet:		\$39,574,400

Mission en cours

Dates de mission:	7-22 September 2020
Jours sur le terrain:	n/a
Composition de la mission:	M. Jean Pascal Kaboré, Directeur Pays du FIDA pour le Togo M. Damien Ngendahayo, Agroéconomiste, Chef de mission technique M. Amza Tahirou, Expert en appui aux organisations paysannes Monsieur Arcadius Denis Domingo, Expert en Finance Inclusive Mme Faten Bokri, Consultante FIDA du Bureau de Accra et un Responsable du Suivi et Evaluation de projet FIDA
Lieux visités:	n/a

B. Évaluation d'ensemble

Indicateur clé #1	Ø	Note	Indicateur clé #2	Ø	Note
Probabilité d'atteindre l'objectif de développement		4.0	Évaluation de la performance globale de l'exécution		3.92

Efficacité en matière de développement	4	Gestion du projet	4
Efficacité	4	Qualité de la gestion du projet	5
Ciblage et portée	4	Gestion des savoirs	4
Égalité des sexes et participation des femmes	4	Utilisation optimale des ressources	4
Productivité agricole	N/A	Cohérence entre le PTBA et les activités menées	4
Nutrition	5	Performance du système de suivi-évaluation	4
Adaptation aux changements climatiques	3	Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques	3

Durabilité et transposition à plus grande échelle	4	Gestion et exécution financière	4
Institutions et participation à l'élaboration des politiques	4	Taux de décaissement acceptable	2
Établissement de partenariats	5	Qualité de la gestion financière	3
Capital humain et social et autonomisation	4	Qualité et ponctualité des audits	3
Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet	5	Fonds de contrepartie	5
Adaptabilité des prestataires de services	4	Conformité avec les clauses des prêts	5
Gestion de l'environnement et des ressources naturelles	3	Passation des marchés	5
Stratégie de retrait	3		
Potentiel de reproduction à plus grande échelle	4		

Pertinence

C. Objectifs de la mission et principales conclusions

Contexte et objectif principal de la mission

Contexte et objectif principal de la mission

Une mission conjointe du Gouvernement du Togo et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) s'est déroulée du 07 au 22 septembre 2020 pour réaliser la 5^{ème} supervision du Projet National de Promotion de l'Entreprenariat Rural (PNPER). Dans le respect des dispositions applicables au contexte actuel de la pandémie de la COVID-19, la mission s'est déroulée à distance, le voyage de l'équipe de la mission au Togo n'étant pas envisageable.

L'objectif général de la mission était de : (i) évaluer l'état d'avancement des activités prévues dans le PTBA 2020, par composante aussi bien au niveau physique que financier ; (ii) apprécier les performances du projet depuis la dernière supervision; et (iii) apporter un appui à l'équipe et aux partenaires de mise en œuvre pour améliorer les performances du projet dans sa phase d'achèvement. De façon spécifique, il s'agissait de : (i) évaluer la performance globale du projet ; (ii) apprécier la qualité de la gestion administrative et comptable du projet ; (iii) évaluer les performances du système de suivi-évaluation ; (iv) faire le point de la mise en œuvre des recommandations de la dernière mission de supervision et de la mission d'appui de juin 2020; et (v) faire des recommandations et proposer des solutions appropriées à prendre en compte dans le processus de préparation du PTBA 2021.

Au démarrage de la mission, le Directeur Pays du FIDA pour le Togo a présenté les objectifs et l'équipe FIDA de la mission à Son Excellence Madame le Secrétaire d'Etat auprès de la Présidence chargée de l'Inclusion Financière et du Secteur Informel, à Mme la Directrice de la Dette publique et du Financement, et à l'équipe du PNPER et ses partenaires clés de mise en œuvre comprenant la CPES, la DOSI, le FNFI, la CTOP, le ProDRA/GIZ et la FAO. Il a saisi cette opportunité pour cadrer les objectifs de la mission axés sur l'appui au projet pour accélérer l'atteinte des résultats attendus à son achèvement.

Par la suite, l'équipe du PNPER a fait une présentation, par visioconférence, sur l'état d'avancement global du projet et l'état d'exécution du PTBA 2020. De même, les partenaires clés ont présenté l'état d'avancement des activités dans leurs domaines respectifs d'intervention. Ces présentations ont permis à la mission de s'imprégner des réalisations du projet à date et de préparer les séances thématiques de travail avec les acteurs concernés. Celles-ci ont été tenues avec les Chefs de composantes, le Responsable de suivi-évaluation, les Spécialistes en gestion financière et passation de marché, et des représentants des Institutions Financières Partenaires (IFP). Les compléments d'informations obtenues lors de ces séances de travail ainsi que les échanges, par visioconférence, avec quatre (4) bénéficiaires du projet ont été pris en compte dans la finalisation de l'Aide-mémoire. Le calendrier détaillé de la mission sera annexé au rapport de supervision.

L'Aide-Mémoire de la mission a été soumis à l'appréciation de l'équipe du PNPER et ses partenaires clés le 21 septembre 2020 et amendé pour tenir compte de leurs observations. Les constats et recommandations de la mission ont été présentés et discutés avec la Secrétaire d'Etat lors d'une séance de restitution virtuelle le 22 septembre 2020. Les conclusions et recommandations de la mission seront passées en revue et confirmées dans les semaines qui viennent dans une Lettre de Gestion du FIDA.

La mission tient à remercier le Gouvernement du Togo et l'ensemble des interlocuteurs pour la qualité de leur implication et celle de leurs contributions à l'avancement du projet. Elle remercie particulièrement l'équipe du PNPER pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la mission.

Principaux accords de mission et conclusions

La dernière mission de supervision a formulé de fortes recommandations au projet en vue de permettre sa montée en puissance. Cependant, la pandémie de la COVID 19 a eu un impact considérable sur la mise en œuvre du projet au premier semestre 2020. Au regard des faibles résultats enregistrés, la mission d'appui de juin 2020 a permis au PNPER d'élaborer un plan d'actions d'urgence visant à lui permettre d'obtenir des résultats significatifs au 31/12/2020. Les principales mesures d'accompagnement retenues portaient sur : (i) le renforcement du partenariat en l'ouvrant à de nouvelles Institutions, tout en poursuivant la mise en œuvre du projet avec ses partenariats classiques ; (ii) la dynamisation des IFP non actives, la sélection de nouvelles et leur renforcement.

La mise en œuvre des mesures ci-dessus est récente et leur impact est insuffisamment noté. Par ailleurs, avec la gestion de la COVID-19, le PNPER a dû s'investir sur des activités non prévues au PTBA 2020, ayant consommé du temps. En visant son efficacité, la mission a appuyé le PNPER à ajuster sa stratégie et à affiner ses projections de financement des MPER au 31/12/2020 et au 30/06/2021.

La mission et le PNPER se sont accordées sur les principales mesures suivantes : (i) accélérer la mise en œuvre du partenariat avec la FAO ; (ii) renforcer le mandat du ProDRA-GIZ sur l'accompagnement des MPER au financement ; (iii)

doter les IFP d'agents de crédit supplémentaires, après l'évaluation conjointe (PNPER/FNFI/IFP) des besoins au 31/12/2020 ; (iv) activer les dossiers des MPER classés sans suite dans les IFP ; (v) ouvrir le partenariat aux banques et à l'APRODAT pour le financement des MPER établies et primos ; (vi) accélérer l'organisation d'une plateforme de dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre d'une réforme et d'une stratégie de développement du secteur des MPER. Ainsi, les mesures envisagées permettront-elles au PNPER de financer 840 MPER de septembre à décembre 2020 ; ceci porterait le nombre de MPER financées, au 31/12/2020, à 1 270 (71% de la cible en fin de projet). Pour la même période, le taux de décaissement effectif (incluant les DRF en cours au FIDA et celles en préparation) passerait de **47%** à **70%**.

Les résultats à date et attendus au 31/12/2020 montrent que l'équipe technique a amélioré l'efficacité du PNPER au cours de la période sous revue. En conséquence, une **extension de 6 mois supplémentaires du PNPER** lui permettra de : (i) accompagner les MPER récemment financées (quasiment au premier cycle de crédit), à l'amélioration de la qualité de leurs produits, et à l'accès au marché ; (ii) mieux gérer l'afflux actuel de MPER dû à l'ouverture de partenariats aux nouvelles Institutions et de bénéficier de leurs expériences (FAO, GIZ, CTOP) ; (iii) consolider les efforts déployés par le PNPER auprès des bénéficiaires en réponse à la COVID-19 ; (iv) permettre au PNPER de mieux préparer sa stratégie de sortie et de renforcement des acteurs ; et (v) mieux contribuer au dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre de la réforme et de la stratégie de développement de l'entrepreneuriat rural au Togo.

En conséquence, la mission recommande au Gouvernement de transmettre au terme de la présente supervision une requête, à l'appréciation du FIDA, relative à l'extension du projet de 6 mois supplémentaires.

La mission a maintenu le mécanisme d'alerte de juin 2020: (i) élaboration d'un rapport synthétique mensuel adressé à l'Autorité de tutelle et au FIDA; (ii) indicateurs de performance minimale à réaliser en fin de chaque mois ; et (iii) concertation d'urgence tripartite (Directeur Pays, CPES et PNPER) en vue de prendre les dispositions qui s'imposent si ces indicateurs sont en deçà de 80% des résultats mensuels attendus.

D. Vue d'ensemble et avancement du projet

Les résultats physiques cumulés du projet atteints au 31 août 2020 comparés avec ceux atteints au 30 novembre 2019 (dernière mission de supervision) se présentent comme suit : (i) le nombre de personnes formées en entrepreneuriat et gestion est passé de 1 749 à 2 770, soit une augmentation de 58% ; (ii) le nombre de PA financés de 143 à 430 (3 fois) ; le volume du financement de 1 089 milliards FCFA à 2 727 milliards FCFA (augmentation de 150%); et (iv) le nombre d'emplois créés de 541 à 1 500 (environ 3 fois). Ces progrès, réalisés en 5 mois, sont jugés **satisfaisants** si on considère le contexte de la pandémie de la COVID – 19 et la mise en œuvre effective du PTBA à partir d'avril 2020^[1]. La mission note par ailleurs que la plupart des recommandations des missions précédentes ont été mises en œuvre.

Les progrès physiques réalisés sont reflétés par un taux global de décaissement sur les ressources totales destinées au projet (tous financements confondus) qui est passé de **27%** au 30 novembre 2019 à **32%** au 31 août 2020, soit une augmentation de **05 points** en neuf (9) mois. Pour la même période, le taux de décaissement global du projet sur les fonds FIDA est passé de **32%** à **47%**. Les projections des dépenses du projet, fournies par l'équipe du PNPER, pour la période de septembre à décembre 2020 montrent que le taux global de décaissement pourrait passer respectivement à **51%** sur les ressources totales du PNPER et **70%** sur les fonds FIDA au 31 décembre 2020. Ces taux restent cependant faibles à 06 mois de la date prévue d'achèvement du PNPER.

Les taux d'exécution physique du PTBA 2020 révisé est estimé à **40%** toutes sources de financements confondus au 31/08/2020. Par composante, ces taux se présentent respectivement comme suit : (i) 33% pour la composante A « Facilitation des services non financiers » ; (ii) 44% pour la composante B « Facilitation des services financiers » ; et (iii) 44% pour la composante C « Coordination, suivi-évaluation, et gestion des connaissances ». A la même date, le taux d'exécution financière du PTBA 2020 s'élève à **35%** (21% pour la composante A, 43% pour la composante B, et 44% pour la composante C). L'écart entre le taux d'exécution physique et le taux d'exécution financière s'explique essentiellement par les délais mis dans la justification des dépenses par les partenaires de mise en œuvre. Le projet prévoit un taux d'exécution financière du PTBA de **90%** au 31/12/2020, en tenant compte des engagements et des prévisions de décaissement pour la période de septembre à décembre 2020. Les projections des activités à réaliser au cours de cette période permettent d'envisager un taux d'exécution physique estimé à **91%** au 31 décembre 2020 (88% pour la Composant A, 94% pour la Composante B, et 91% pour la Composante C).

^[1] Validation du PTBA intervenue le 24 mars 2020 (due au temps écoulé entre la soumission du PTBA initial de 6 mois et le PTBA final de 12 mois suite à la prorogation du projet en février 2020)

Composante A : Facilitation des services non financiers

La performance globale de la composante A du PNPER au 31 août 2020 est de 33% en réalisations physiques contre un taux de réalisation financière de 21%. La mise en œuvre de la composante est actuellement assurée par quatre partenaires opérationnels, notamment la DOSI ancien partenaire ainsi que la CTOP, la GIZ et la FAO depuis 2020. A trois mois de la fin de l'exécution du PTBA 2020, la célérité dans la mise en œuvre des activités est une priorité. Il convient de

renforcer le mécanisme de suivi des activités des partenaires de mise en œuvre, et d'interpeller au besoin le Gouvernement et le FIDA sur les avancées des partenariats établis.

Point sur la mise en œuvre de la convention DOSI

Les objectifs révisés et quantifiés attendus de la convention avec la DOSI sont de : (i) 1500 promoteurs formés en entrepreneuriat et gestion ; (ii) 1500 promoteurs accompagnés dans l'élaboration de leurs plans d'affaire ; (iii) 240 promoteurs formés en technique de production ; (iv) 03 produits des MPER certifiés ; (v) participation à dix (10) foires ; (vi) 50 sessions des CRS organisées ; (vii) cinq (05) guichets animés ; (viii) 100 formateurs formés sur le GERME 2.

Les résultats obtenus de ce partenariat sont : (i) 1020 sur 1500 promoteurs formés par 102 consultants en entrepreneuriat et gestion, soit 68% de réalisation ; (ii) 1009 sur 1500 plans d'affaires élaborés en foraine, soit 67% ; (iii) 10 sessions de CRS organisées ; (iv) 1717 PA retenus et le suivi en cours de 347 MPER financées ; (v) 5 guichets mis en place dans les cinq agences DOSI pour l'accueil, l'orientation et l'enregistrement des promoteurs de projets opérationnels et animés par les animateurs formés avec 2769 plans d'affaires enregistrés, 2490 validés, 1973 visas délivrés et 1243 visas transmis aux IFP ; et (vi) mise en place d'un réseau de 100 consultants qui ont bénéficié du paquet technique sur le GERME et qui sont disposés à accompagner tout le processus de promotion des MPER.

Point sur la mise en œuvre de la convention CTOP

Le partenariat avec la CTOP vise concrètement à accompagner 200 sociétés coopératives avec 75% d'accès au financement des IFP et 500 emplois directs créés et 1000 emplois indirects consolidés.

Les résultats 2020 obtenus par la CTOP sont : (i) information des cibles : 679 personnes (dont 26% de femmes et 29% de jeunes) membres de 414 coopératives agricoles, des faïtières d'OP, de l'ICAT et des communes, ont pris part aux ateliers ; (ii) plans d'affaires : 201 PA élaborés et validés, 201 PA soumis aux CRS, 66 visas, 39 dépôts dans les IFP et 201 séances de restitution des PA avec une bonne appropriation des PA par les coopératives ; (iii) formation : la formation de 400 responsables des coopératives, sur la gestion entrepreneuriale des coopératives agricoles, est réalisée à 20% et devrait atteindre 100% de réalisation à fin décembre 2020.

Point sur la mise en œuvre de la convention FAO

La mission assignée à la FAO consistera à : (i) diagnostiquer et mettre à la disposition du PNPER les porteurs de projets bancables pour montage de dossiers et financement ; (ii) apporter le paquet technique et didactique adéquat aux six centres de formation retenus par le PNPER ; (iii) élaborer une stratégie de sortie pour la pérennisation des actions du PNPER ; (iv) capitaliser et partager les connaissances (leçons apprises et bonnes pratiques) générées durant la mise en œuvre du projet.

La convention avec la FAO a été signée en juillet 2020. Le plan de travail du projet est actualisé avec une perspective de commencer en octobre 2020. Une pré-identification des coopératives et MPER à accompagner est en cours et la FAO se propose d'organiser une première mission sur le terrain dès le démarrage effectif des activités du projet en octobre 2020. Les fonds prévus dans la convention devront être libérés assez vite pour accélérer la mise en œuvre des activités prévues.

Point sur la mise en œuvre de la convention GIZ

Le partenariat avec la GIZ est aussi en démarrage depuis 1 mois avec déjà quelques activités et des résultats notamment : 150 SCOOPS accompagnées dans l'élaboration des plans d'affaires sur 800 idées de projet reçues et 75 MPER accompagnées en PA sur 300 idées de projet. Aussi 1000 producteurs ont été ciblés et identifiés pour leur formation sur la qualité des produits maraîchers.

Globalement, l'état d'avancement de l'exécution du PTBA 2020 montre que la mise en œuvre des activités a permis d'accompagner plusieurs plans d'affaires jusqu'à la mise en relation avec les IFP. Ainsi, les résultats ci-après sont-ils attendus en fin septembre 2020 : (i) 1500 promoteurs qui seront formés en entrepreneuriat et gestion soit un taux de réalisation de 100% ; (ii) 1009 Primo entrepreneurs, 75 MPER établies et 200 entreprises coopératives accompagnées dans l'élaboration des plans d'affaires bancables, soit 100% de réalisation ; (iii) 347 MPER créées sont suivies à 100% ; (iv) 1500 emplois sur 7500 prévus sur toute la durée du projet sont créés soit un taux de réalisation de 20%.

Il est également attendu en fin septembre, le renforcement des capacités techniques en conduite d'élevage, de transformation des produits et de marketing de plus de 240 jeunes dans six centres de formation agricoles accrédités, avec l'appui technique de la FAO, donnant ainsi la capacité à ces apprenants de défendre efficacement leur projet et d'accroître leur chance de se faire financer d'ici décembre 2020.

Les activités en phase d'organisation au passage de la mission concernent essentiellement : (i) la formation des formateurs et des conseillers des MPER sur le Germe phase 2, retardée pour cause de la pandémie de la COVID-19 ; (ii) le coaching de proximité des coopératives pour la formalisation et la mise en place des outils de gestion ; et (iii) l'appui à la promotion (certification) de 3 produits des MPER.

La mission a noté la construction d'une bonne base de durabilité des acquis à travers les renforcements des capacités techniques, organisationnelles et de gestion. La professionnalisation des acteurs est aussi entamée avec la certification des produits. Elle a aussi noté que la mise en réseau des acteurs est encore timide ainsi que les informations sur la mise en marché.

Les formations des promoteurs sur les plans d'affaires, l'éducation financière, l'analyse du crédit, la gestion des entreprises, la maîtrise des services à la clientèle avec du personnel technique formé, ont permis de créer une réelle dynamique d'entrepreneuriat rural dans un environnement disposant d'une gamme diversifiée de prestataires de services à même d'accompagner l'efficacité et la durabilité des entreprises.

Composante B : Facilitation des services financiers

La composante B, mise en œuvre en partenariat avec le FNFI, vise en fin 2020, le financement de 850 MPER (et en cumul depuis le début du projet, 1.260 MPER) et le renforcement institutionnel des partenaires. **Au 31/08/2020, 259 MPER ont été financées (année 2020) et, au total, 430 MPER, soit respectivement 30% et 34% des prévisions.** Le renforcement institutionnel des partenaires est partiellement réalisé. **Ces résultats sont insuffisants.**

Convention PNPER/FNFI

Au 31/08/2020, 4 nouveaux SFD sont sélectionnés. La mission encourage le PNPER/FNFI à accélérer l'opérationnalisation.

Au 31/07/2020, le taux de remboursement des SFD refinancés par le FNFI est de 70,51%, celui de 2 SFD étant fortement dégradé (moins de 40%). Certaines IFP/PNPER, en impayés au FNFI (hors PNPER), seraient limitées en mobilisation de fonds. Cette mesure technique justifiée réduit l'efficacité du PNPER. La mission suggère la mise en place d'une commission ad hoc^[1] d'appréciation de la situation des IFP/PNPER en difficulté visant à améliorer la qualité de leur portefeuille de crédit auprès du FNFI, tout en poursuivant le financement des MPER/PNPER.

L'appui institutionnel au FNFI et à l'ANPGF a été réalisé. En revanche, l'éducation financière pour les promoteurs a été différée. Par ailleurs, les IFP ont été dotés (fin août 2020) de 35 agents de crédit. La sélection est récente, limitant les résultats attendus. Pour certaines IFP, certains agents pourraient être insuffisamment aptes (pression et disponibilité attendues). La mission recommande au PNPER/FNFI/SFD d'anticiper des mesures correctives en vue de mitiger le risque d'insuffisance de résultat, compte tenu du temps court restant de mise en œuvre du PNPER.

^[1] La commission pourrait être constituée de représentants de PNPER, FNFI et CPES.

Financement MPER

Au 31/08/2020, **259 MPER** ont été financées sur 850 prévues pour 2020, soit **30,5%** (dont **30,5%** de **femmes**); elles représentent **60,23%** des 430 MPER financées depuis le début du projet, soit plus de **1,5 fois le cumul financé sur les 3 dernières années du projet**. Par ailleurs, il est noté une forte concentration du financement sur les 3 derniers mois (190 sur 259 MPER financées, soit environ **73,4%**). Dans le contexte actuel de la COVID-19, il s'agit d'une **avancée**.

Depuis le début du projet, 2,64 milliards de FCFA ont été injectés en financement, avec **66,4% (en 2020)**. Une **forte implication des femmes** est notée dans la **commercialisation (53%) et la transformation (42%)**.

Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP

Au 31/07/2020, une amélioration de la qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP est notée, avec un taux moyen de remboursement de 64,22%, contre 40% au 31/05/2020. Cette amélioration est appréciable, mais, à relativiser (car, plus due à l'accroissement du crédit qu'à de réels remboursements).

Tout en renforçant le financement des MPER, une attention particulière devra être poursuivie sur la qualité du portefeuille de crédit des IFP. La mission apprécie les actions de suivi y afférentes mises en œuvre (PNPER/FNFI/DOSI, SEPIFSI, CPES). Cependant, elle réitère les recommandations des dernières missions relatives à la stratégie adéquate de recouvrement des crédits.

Renforcement de partenariats

Afin d'assurer une meilleure portée du financement des MPER (plus de 630), le PNPER a renforcé la synergie avec d'autres partenaires, dont ProDRA/GIZ.

La mission a examiné l'accompagnement au financement des MPER du ProDRA/GIZ. Il s'agit d'un processus appréciable, intégrant la mise en relation des MPER aux IFP. Le PNPER pourrait tirer meilleure partie de cette synergie. La mission partage le souci du ProDRA d'écourter le processus de financement. Elle recommande d'élargir le mandat du ProDRA/GIZ, visant à : (i) accompagner les MPER sélectionnées jusqu'au financement (c'est souhaitable que le visa du CRS soit délivré en procédure d'urgence par son président) ; (ii) mener le dialogue avec les IFP en vue du financement, conjointement, par les deux Spécialistes en finance rurale (PNPER et ProDRA), la faisabilité sera étudiée par le

PNPER/ProDRA.

Certaines MPER disposeraient de plans d'affaires, insuffisamment adaptés au canevas du PNPER (du fait notamment de la subvention). Compte tenu du temps limité dont dispose le PNPER, la mission recommande d'écourter le processus d'appui en les ajustant par un plan de financement simplifié.

Le PNPER a amorcé l'ouverture du partenariat aux banques (pour MPER établies). La mission de prospection menée augure de résultats encourageants (3 banques favorables). Hormis le dispositif technique adapté, compte tenu de la spécificité de la cible, une garantie financière conséquente constituerait une des exigences. La mission salue les dispositions prises et encourage le PNPER à accélérer la mise en œuvre. Concernant la garantie financière, la mission recommande au PNPER : (i) d'évaluer les besoins indispensables en garantie financière ; (ii) de poursuivre la mise en œuvre du partenariat avec les banques à partir du fonds de garantie disponible au PNPER ; (iii) de mobiliser par anticipation auprès du Gouvernement, le reliquat de la garantie financière. Par ailleurs, la mission invite le PNPER, au regard des premiers résultats enregistrés, à engager les pourparlers avec le FIDA en vue du renforcement des fonds de garantie.

Projection de financement MPER

La mission a suggéré au PNPER d'affiner ses projections de financement des MPER, de septembre 2020 à juin 2021. Un double but est visé : (i) assurer, efficacement, le financement des MPER ; (ii) obtenir une meilleure efficacité globale du projet (visant l'extension de 6 mois). Avec l'appui de la mission, les projections initiales faites ont été affinées, tenant compte des hypothèses suivantes : (i) scénario normal considéré ; (ii) aléas sur prévisions. En scénario normal ajusté, les prévisions de MPER à financer sont les suivantes : (i) septembre à décembre 2020, 1.270 (contre 1.260 attendues) ; (ii) janvier à juin 2021, 760. Au regard du financement à fin août 2020, le total des MPER à financer serait de 1.270 (contre 1.260) à fin décembre 2020 et de 2.030 (contre 1.800) à fin juin 2021. Sur la base des plans d'affaires actuellement disponibles et des mesures prévues, il devrait être possible de financer 880 MPER, portant le total à financer à 1.310^[1].

Hormis les recommandations déjà formulées, les mesures suivantes seront indispensables :

- Réactiver les centaines de plans d'affaires classés sans suite dans les IFP, mais, attendus par le PNPER ;
- Poursuivre le financement des plans d'affaires à partir des portefeuilles des IFP ;
- Réactiver le préfinancement des plans d'affaires par les IFP ;
- Doter les IFP d'agents de crédit supplémentaires, après une évaluation conjointe des réels besoins par le PNPER/FNFI/IFP.

^[1] Cf. détail en annexe au rapport de supervision.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Facilitation des services non financiers Renforcer le mécanisme de suivi des activités des partenaires de mise en œuvre	CN	09/2020
Facilitation des services non financiers Continuer et renforcer le rapprochement entre les bénéficiaires et les prestataires et les IFP pour favoriser un environnement des affaires plus dynamiques et profitables aux acteurs qui doivent cheminer ensemble	CN/FNFI/DOSI/ CTOP, GIZ, CCIT et FAO	09/2020
Facilitation des services non financiers: Approche plan d'affaires Accompagner les promoteurs à mieux s'approprier de leur plan d'affaires et à les développer au-delà de l'appui du projet	DOSI, CTOP, GIZ et FAO	09/2020

Financement MPER Mettre en place une commission ad'hoc (constituée de représentants du PNPER, du FNFI et de la CPES) d'appréciation de la situation des SFD partenaires en difficulté visant à améliorer la qualité de leur portefeuille de crédit auprès du FNFI, tout en contribuant au financement des MPER/PNPER.	PNPER/FNFI	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP Anticiper les mesures correctives en vue de mitiger le risque d'insuffisance de résultat, du fait de l'inaptitude éventuelle de certains agents de crédit mis à disposition des IFP.	PNPER/FNFI	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP Mettre en œuvre une stratégie différenciée pour mitiger les risques pris sur certains promoteurs, en estimant le niveau optimal de financement, assurant une meilleure rentabilité et en introduisant les plans d'affaires, le phasage du financement (en cas de nécessité).	IFP/FNFI	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP Appuyer les IFP, de concert avec le FNFI, à élaborer et mettre en œuvre une stratégie adéquate de recouvrement des crédits.	FNFI/IFP/PNPER	09/2020
Financement MPER Ecourter le processus d'accompagnement/financement en vue d'accélérer le financement des MPER dans le cadre du memorandum d'entente PNPER/ProDRA (conformément aux dispositions décrites dans le présent rapport).	PNPER	09/2020
Convention PNPER/FNFI Ajuster/actualiser les plans d'affaires de MPER des partenaires à travers un schéma de financement simplifié et les adresser aux IFP.	PNPER	09/2020
Projection de financement MPER Accélérer la mise en œuvre du financement des MPER (établies) par les banques (dont mesures d'accompagnement).	PNPER/FNFI/Banques	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP Procéder à une analyse des plans d'affaires en attente dans les IFP (2019) et actualiser ce qui pourrait être financé.	PNPER/IFP	09/2020
Projection de financement MPER Doter les IFP d'agents de crédit complémentaires et de leurs équipements de travail, après une évaluation conjointe (de maintenant à fin décembre 2020) des réels besoins par le PNPER, FNFI et IFP.	PNPER/FNFI	09/2020

E. Exécution du projet

a. Efficacité en matière de développement

Efficacité en matière de développement

Efficacité

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

L'année 2019 a été marquée par des progrès significatifs dans la mise en œuvre du PNPER qui ont justifié la prorogation d'une année de la date d'achèvement du projet. Toutefois, cette prorogation n'a pas pu être mise à profit dans les premiers mois de 2020 pour booster les résultats du projet, à cause de la pandémie de la COVID-19 et la paralysie qu'elle a créée dans tous les domaines.

Au regard des PA financés à fin août 2020 et du nombre de PA en attente de financement dans les IFP, un total de 1 270 MPER pourront être financées au 31/12/2020, soit 71% de la cible. En outre, 2 770 personnes sur 3 500 (79%) prévues sur la durée du projet ont été formées en entrepreneuriat et gestion. L'efficacité du projet est ainsi jugée modérément satisfaisante.

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité

A l'approche de la date d'achèvement du projet, la mission constate que le degré d'avancement de l'objectif global, des produits et des effets directs du cadre logique du PNPER, actualisé au 31 août 2020, reste faible, mais compréhensible compte tenu des justifications fournies ci-dessous.

En termes de portée, à la date du 31 août 2020, le nombre de ménages touchés est estimé à 3 983 sur une cible cumulative de 14 200, soit un taux de réalisation de 28%. Le nombre total des membres des ménages touchés est estimé à 19 915 sur une cible cumulative de 71 000, soit un taux de réalisation de 28%.

En plus des retards liés à l'historique de la mise en œuvre du PNPER (comme souligné lors des missions précédentes), s'ajoutent des retards récents essentiellement dus : (i) aux effets de la pandémie de la COVID-19, dont la dégradation du portefeuille de crédit engendrée, entre autres, par le confinement des villes et de la pénurie conséquente des matières premières et de l'interruption des activités de commercialisation ; (ii) au faible taux de financement en crédits lié à la faible acceptabilité des plans d'affaires ; et (iii) aux retards dans le traitement des plans d'affaires au niveau des institutions financières dus, entre autres, à un manque d'effectif et de formations.

La mission de juin 2020 avait déjà noté que certains indicateurs de l'objectif de développement ne peuvent pas être renseignés dans la mesure où près de 90% des MPER ont été récemment créées. Une proposition de révision de ces indicateurs a alors été faite en plus d'une proposition d'une visite de l'équipe COI^[1] du FIDA au Togo pour appuyer l'équipe du PNPER. Seulement, la visite n'a pas eu lieu, du fait des restrictions internationales liées à la pandémie. Lors de la mission en cours, l'équipe COI a été engagée de nouveau et les recommandations suivantes sont faites :

Révision des indicateurs du cadre logique proposée par la mission

- Les indicateurs de l'objectif de développement doivent être reformulés comme suit : (i) “% de MPER fonctionnelles **2 ans**^[2] après leur création/consolidation”, (ii) “% de MPER fonctionnelles **2 ans** après leur création/consolidation appartenant à des femmes », (iii) « % de MPER promues/consolidées ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 50% au moins **2 ans** après leur création/consolidation ».
- Les indicateurs d'effet “nombre de guichets régionaux” et “nombre d'institutions de formation/conseil fonctionnelles » doivent être éliminés vu qu'ils sont des indicateurs de produit.
- L'indicateur de produits 1.2 “nombre d'apprentis formés » doit être éliminé vu que l'activité ait été abandonnée.
- Il est important de noter que le projet sera évalué à la clôture par rapport au cadre logique formulé à la conception du projet. Le PNPER devra donc s'assurer que la justification de l'impertinence de certains indicateurs soit bien documentée et présentée lors de l'évaluation finale.

Intégration des indicateurs COI : Vu que le projet a utilisé la méthodologie SYGRI pour mesurer les indicateurs d'impact et d'effet, et qu'il a déjà effectué ses enquêtes de base^[3], l'équipe COI du FIDA ne recommande pas l'ajout ou le remplacement des indicateurs d'effets existants en indicateurs COI. Ces derniers exigent l'utilisation d'un même échantillonnage de ménages^[4] lors de l'enquête de base, de mi-parcours et de fin du projet. Annotation: Obligatoire – 3 800 caractères max suggérés.- Décrivez brièvement le statut de l'atteinte des objectifs, des résultats et des produits, tel qu'énoncé dans le cadre logique mis à jour. Au début d'un projet (avant la RMP) se concentrer sur la question de savoir si les activités contribuent à la réalisations des résultats, à un stade ultérieur du projet, en commençant par la RMP, se focaliser sur la question si nous sommes sur la bonne voie pour atteindre les résultats et l'objectif du projet?

^[1]Core Outcome Indicators

^[2] Au lieu de 3 ans

[3] Il faut noter que les enquêtes de mi-parcours n'ont pas été effectuées du à la longue période de recadrage du projet.

[4] Panel data structure

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité Révision des indicateurs du cadre logique	Expert suivi-évaluation/ PNPER	09/2020

Axe de développement

Ciblage et portée

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Depuis le début du projet, l'équipe du PNPER a exécuté des activités de campagnes de sensibilisation et ciblage des populations qui ont contribué aux résultats actuels témoignés. Dans les activités financées par le projet, une forte implication des femmes est notée dans la commercialisation (53%) et la transformation (42%). La stratégie de ciblage des activités liée à la COVID-19 est aussi remarquable.

Principaux problèmes

Malgré le déroulement d'activités de sensibilisation, les montants de crédits octroyés (par rapport à la cible) et le taux d'acceptabilité (au niveau des CRS) des plans d'affaires restent faibles. Le ciblage, la formation des agents des Institutions financières partenaires et le recyclage des consultants doivent être renforcés encore plus.

La mission apprécie le fait que malgré l'absence d'une stratégie de ciblage claire, le PNPER arrive à collecter des données ventilées par sexe et âge, répertorier le nombre de demandes enregistrées, de promoteurs formés, et le nombre de PA financés. La base de données permet au projet de faire des analyses de ciblage post-factum, ce qui a permis de constater que le nombre des femmes et des jeunes bénéficiant du projet reste important.

Suite à la pandémie de la COVID-19, le PNPER a affiné son ciblage encore plus, en introduisant des activités qui ciblent spécifiquement les groupes vulnérables, notamment :

- La sensibilisation des couples mères/enfants sur les bonnes pratiques d'hygiène et les gestes barrières et d'ANJE ;
- Les formations visant les femmes transformatrices des produits agricoles sur les nouvelles procédures d'hygiène de transformation des aliments adaptées à la COVID-19 ;
- La distribution de 6500 tonnes de semences de maïs et de riz aux petits producteurs vulnérables ;
- La distribution de farine infantile et kit alimentaires simplifiés à 5000 ménages (mères avec enfants / enfants malnutris) ;
- La distribution de kits de provendes et produits vétérinaires aux profits des promoteurs éleveurs en difficultés ;

La distribution de petits matériels de maraichage aux petits producteurs pour soutenir leurs moyens de subsistance.

Égalité des sexes et participation des femmes

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Malgré l'absence d'une stratégie genre, une forte implication des femmes est notée, en particulier, dans le financement de la commercialisation (53%) et de la transformation (42%). L'équipe du PNPER s'assure que les données sur la participation des femmes dans tous les volets du projet soient collectées et analysées, et compte renforcer cet aspect lors du déroulement des études thématiques pour informer sur l'impact des interventions sur les femmes bénéficiaires du projet.

Principaux problèmes

Le PNPER a trois catégories de bénéficiaires : (i) les primos-entrepreneurs, (ii) les coopératives et (iii) les entreprises établies.

Le projet a rapporté que sur les 430 bénéficiaires financés jusqu'au 31 août 2020, 141 (33%) sont des jeunes primos entrepreneurs femmes (4 financées en 2017/2018, 58 financées en 2019 et 79 financées en 2020) qui ont bénéficié d'un montant total de financement de 925 984 470 FCFA, soit 36% du financement de tous les primos entrepreneurs. De plus, au sein des coopératives financées on y compte 16 femmes, ce qui remonte le nombre total des femmes financées par le

PNPER à 157 femmes contre les 281 hommes, soit 36% des participants.

Le projet a aussi rapporté que l'analyse des plans d'affaires financés montre que les femmes se retrouvent plus dans les maillons de commercialisation (57,4%), transformation (22%) et embouche des volailles ou de petits ruminants (15,6%). La commercialisation des produits agricoles (céréales et les légumineuses) permet aux femmes de contribuer à la prise en charge des dépenses du ménage, pendant que la transformation fournit une valeur ajoutée aux produits avant leur commercialisation. En finançant les équipements de transformation, le PNPER contribue à soulager les femmes des pénibilités d'exécution de ces activités.

En outre, l'analyse des PA de la part du projet révèle que la majorité des femmes se retrouvent dans les filières vivrières. Ces filières ont la valeur ajoutée de couvrir les besoins énergétiques des ménages. De même, les filières animales comme volailles et petits ruminants contribuent à assurer l'approvisionnement en protéines des ménages en milieux ruraux.

Productivité agricole	Note: N/A	Notation précédente: 3
Nutrition	Note: 5	Notation précédente: 5

Justification de la note

Bien que la nutrition ne soit pas intégrée dans la programmation des interventions du PNPER, le projet a le potentiel de répondre aux besoins des populations dans les zones d'intervention sur la nutrition et la sécurité alimentaire des enfants de moins de cinq ans et des femmes. En effet, le PNPER promeut indirectement à travers les formations et le financement de projets de transformation des produits agricoles, la conservation des aliments, la disponibilité et l'accès à des aliments diversifiés et riches en nutriments, ainsi que des alternatives aux produits non nutritionnels, et la résilience des ménages à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle.

Principaux problèmes

Principaux problèmes

Au Togo, 28 % des enfants de moins de cinq ans souffrent d'un retard de croissance (JME, 2014), 61% des femmes enceintes sont anémiées (OMS, 2016) et 37% des femmes adultes souffrent d'obésité (NCD-RisC[1] 2016). La prévalence du retard de croissance chez les enfants de moins de cinq ans est particulièrement importante dans les zones d'intervention du PNPER. Depuis 2006, la situation de la malnutrition chronique a empiré : la prévalence est passée de 24% (MICS en 2006) à 29,5% (MICS 2010) et 27% (EDST 2013). La malnutrition reste une préoccupation pour le Gouvernement du Togo qui s'est engagé à mettre fin à toutes les formes de malnutrition d'ici 2030 pour l'atteinte de l'objectif de développement durable. Cet engagement est explicité dans le Plan National de Développement et la Stratégie du Togo du Scaling Up Nutrition Plan 2016-2020.

De par ses formations et projets financés, le PNPER a la capacité de contribuer de façon significative à l'engagement du Gouvernement de réduire la malnutrition (29% des crédits octroyés dans le cadre du projet sont destinés à l'embouche et 12% des crédits destinés à la transformation de produits agricoles). Sur le terrain, les rencontres avec les porteurs de projets ont mis en exergue leur contribution significative en termes de sécurité alimentaire à travers l'accessibilité et la disponibilité des produits alimentaires diversifiés et l'offre d'alternatives de produits alimentaires nutritionnels. A titre illustratif, la mission a rencontré une femme qui transforme des fruits de la région en jus naturel sans sucre ajouté offrant une alternative à la population locale et une opportunité de réduire leur consommation en sucres. D'autres bénéficiaires contribuent à la conservation des aliments (en transformant par exemple le manioc en farine ou le poisson frais en poisson fumé) ou à la mise à disposition des aliments riches en nutriments (un promoteur engagé dans l'élevage de poules commercialise les œufs permettant aux ménages pauvres d'augmenter leur apport en protéines).

Afin de mieux valoriser et renforcer ce volet sur la nutrition, un élément clé de ce processus passerait par des partenariats avec des agences spécialisées telles Action Contre la Faim, IMC, FICR, ICRC, PAM, GIZ ou encore UNICEF. Ces agences spécialisées pourront faire bénéficier au programme de connaissances opérationnelles sur la manière d'aborder la malnutrition sous différents angles et à différents niveaux.

Par ailleurs, le projet peut renforcer le volet nutritionnel à travers des campagnes de sensibilisation axées sur la lutte contre la malnutrition, la promotion de produits locaux agricoles à valeur nutritive élevée, ou encore des modules de formation sur l'éducation nutritionnelle des enfants de moins de cinq ans et des femmes. C'est dans ce cadre que le projet envisage, en lien avec les activités de la COVID-19, la distribution de farine infantile et kit alimentaires simplifiés à 5 000 ménages (mères avec enfants / enfants malnutris). *Les données déclarées par les paysans lors de l'enquête sur les rendements et la production conduites en mai 2018 donnent un rendement moyen de 1,03 t/ha, pour les coteaux, 1,64 t/ha pour les plaines et 1,70 t/ha pour le riz de basfond. Pour le maraichage la tomate donne 25 t/ha, pour la tomate et l'aubergine et 22 tonnes pour le gombo. En ce qui concerne les produits maraichers, l'augmentation des rendements est de l'ordre de 300%. Cette enquête possède au moins l'avantage de montrer une sous-estimation des rendements de références Cette situation mérite d'être corrigée avant la l'achèvement du projet par la une collecte de données plus mieux structurée sur l'ensemble des spéculations notamment au niveau des périmètres aménagés. Le principal problème rencontré au niveau de l'accompagnement des bénéficiaires repose sur la difficulté de mettre en place un mécanisme durable du fonds intrants*

[1]NCD Risk Factor Collaboration, a network of health scientists around the world that provides rigorous and timely data on major risk factors for non-communicable diseases for all of the world's countries

Adaptation aux changements climatiques

Note: 3

Notation précédente: 3

Justification de la note

N/A

Principaux problèmes

Il s'agit d'une thématique non suffisamment développée dans la conception du PNPER. Cependant, l'entrepreneuriat rural, ainsi que le financement de certaines MPER sont impactés par la mauvaise pluviométrie. Dans le cadre de l'élaboration des plans d'affaires des promoteurs, les aspects environnementaux et ceux liés au changement climatique sont, pris en compte avec pour soucis de s'assurer que les activités financées ne portent pas atteinte à l'équilibre environnemental. Faute de compétences internes prévues dans le projet à sa conception, l'équipe du projet réfère les promoteurs aux services techniques de l'Etat et à l'expertise locale quand elle est disponible. Il importe, cependant, de mentionner que certaines actions du projet sont menées, sans une stratégie spécifique, mais, contribuant à limiter les effets du changement climatique : formation des jeunes entrepreneurs ruraux en utilisation de l'énergie renouvelable, mise à disposition de kit d'exploitation d'énergie solaire, de petites irrigations.....

En terme d'adaptation aux changement climatique, l'introduction de la petite irrigation dans le soucis de l'économie d'eau, la diversification de la production agricole et les diverses formations contribuent à renforcer l'adaptation des jeunes

entrepreneurs ruraux. Le récent partenariat avec la CETOP et la GiZ très en avance sur les aspects d'adaptation aux changements climatiques vont renforcer les capacités du PNPER dans ce sens.

b. Durabilité et transposition à plus grande échelle

Institutions et participation à l'élaboration des politiques

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

Depuis la dernière mission de supervision, des efforts sont notés en ce qui concerne l'implication du projet dans le dialogue politique destiné à promouvoir l'entrepreneuriat rural. En collaboration avec le ProMIFA et ses partenaires clés, le projet envisage de participer à l'organisation, avant la fin de l'année 2020, d'une plateforme de dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre d'une réforme et d'une stratégie de développement du secteur des MPER. Les nouveaux partenariats établis avec la FAO, la GIZ, la CTOP et la CCIT renforceront ledit dialogue. La participation du projet et des institutions partenaires au dialogue politique est jugée modérément satisfaisante.

Principaux problèmes

En plus de la mise en place d'une plateforme institutionnelle très pertinente et adéquate (DOSI, FNFI, IMF) et l'approche de décentralisation/régionalisation adoptée par le PNPER après la mission de recadrage (formation des 5 guichets régionaux de la DOSI, partenariat avec les IFP de base), le projet a développé en 2020 des partenariats nouveaux avec une gamme plus élargie d'Institutions et Organisations compétentes comprenant la CTOP, la FAO, le ProDRA/GIZ, et la Chambre de Commerce et d'Industrie du Togo (CCIT). D'autres partenariats notamment avec les Banques Commerciales et l'APRODAT sont également envisagés dans les prochains mois.

Dans le cadre de la stratégie de sortie du projet, la mission note que le document stratégique de la DOSI sur une possible évolution institutionnelle vers une agence publique-privée pour appuyer la promotion et la création des MPER, a été validé par toutes les parties prenantes et transmis au Secrétariat Général du Gouvernement. Il devra par la suite être adopté par l'Assemblée.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
<p>Accélérer l'organisation d'une plateforme de dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre d'une réforme et d'une stratégie de développement du secteur des MPER.</p> <p>Accélérer l'organisation d'une plateforme de dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre d'une réforme et d'une stratégie de développement du secteur des MPER.</p>	CN en collaboration avec ProMIFA et ses partenaires clés	11/2020

Établissement de partenariats

Note: 5

Notation précédente: 4

Justification de la note

Globalement, les partenariats établis avec le projet sont jugés satisfaisants.

Le partenariat établi avec la DOSI, le FNFI, et la CPES est jugé efficace dans l'atteinte des résultats actuels du projet. Sous le leadership du Directeur Pays, en appui au PNPER, de nouveaux partenaires au développement (crédibles et pertinents) ont été identifiés et des conventions signées avec le projet : CTOP, FAO, GIZ. Par ailleurs, de nouvelles IFP ont été sélectionnées.

Ces divers partenariats contribuent à la transformation progressive et durable de l'économie rurale togolaise à travers l'appui et la promotion de la MPER, le long de filières agricoles porteuses. La mise en œuvre de ces partenariats devrait contribuer à la promotion d'un environnement favorable.

Principaux problèmes

Principaux problèmes

La mise en œuvre du projet est facilitée par les partenariats établis avec la DOSI et le FNFI, placés sous tutelle du SEPIFSI, pour l'exécution respective des composantes A et B du projet. Des conventions avec ces partenaires clés ont été signées respectivement en décembre 2018 et en avril 2019. Au titre du PTBA 2020, des conventions complémentaires ont été signées avec la DOSI et le FNFI. Par ailleurs, dans le cadre de la mise en œuvre de la composante B, à travers le FNFI, une collaboration indirecte est nouée avec : (i) l'ANPGF pour la gestion de la garantie financière (financement des MPER établies) ; (ii) les IFP pour le financement des MPER.

Dans le cadre de la collaboration avec les partenaires classiques du PNPER, plusieurs problèmes sont, souvent, évoqués, dont : (i) avec la DOSI, l'insuffisante qualité des plans d'affaires, induisant, parfois, la lenteur du processus de traitement des dossiers de financement et leur rejet par les IFP ; (ii) avec le FNFI, limitation à juste titre des IFP disposant d'une mauvaise qualité de portefeuille de financement dans ses livres, mais, avec une conséquence néfaste sur l'efficacité du PNPER ; concernant le financement des MPER par les IFP, il est parfois noté une réticence dans la collaboration, souvent liée aux incidents de crédit financés ; (iii) réticence des IFP de passer par l'ANPGF pour mobiliser le fonds de garantie.

La mission de recadrage du PNPER avait mis l'accent sur l'établissement de partenariat avec d'autres projets impliqués dans l'appui à l'entrepreneuriat des jeunes, afin de contribuer à améliorer la portée du mécanisme de financement du PNPER. Dans ce cadre, une dizaine de MPER appuyées par le PAIEJ SP et le MIFA ont bénéficié des financements du PNPER. En vue d'œuvrer à booster le financement des MPER et conformément aux recommandations des missions FIDA, le PNPER a diversifié ses partenaires, en particulier, courant année 2020. Il s'agit de : ProDRA/GIZ, FAO, CCIT, CTOP. Il en est de même de 4 nouvelles IFP. L'ouverture de partenariat avec les banques et l'APRODAT est en cours.

La signature des conventions avec la FAO et la GIZ est assez récente et devrait permettre d'amorcer les activités prévues pour impacter sur les performances du projet en fin septembre et décembre 2020. Il convient d'accélérer la mise à disposition des fonds à la FAO en vue du démarrage effectif de l'appui attendu. Dans le cadre de la convention PNPER-FIDA/ProDRA-GIZ, avec la GIZ, il a été fait mention de certaines difficultés, dont : (i) la majorité des cibles (MPER, coopératives et primo-entrepreneurs) accompagnées par la GIZ/ProDRA sont dans des zones non éligibles au PNPER ; (ii) le dispositif de contrôle de qualité des plans d'affaires est relativement long pour l'obtention des visas des CRS, avant la transmission des dossiers de financement aux SFD (contrainte majeure dans l'atteinte des objectifs de la convention) ; (iii) beaucoup d'idées de projets proposés par les MPER ne figurent pas dans le mémorandum d'entente.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Finaliser la Convention PNPER – CTOP. Mettre à la disposition de la FAO les fonds prévus dans la convention (avance de démarrage) pour accélérer la mise en œuvre des activités prévues.	PNPER	09/2020

Capital humain et social et autonomisation

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Les approches de mise en œuvre ont permis de mieux dynamiser les cibles en les dotant de capacités leur permettant de valoriser les opportunités d'affaires. Aussi, les appuis du PNPER ont-ils permis d'apporter des changements positifs en matière d'approche, de consolidation de mécanismes durables, de professionnalisation des OPA et d'amélioration des chiffres d'affaires et revenus des acteurs. Tous les acteurs accompagnés par le projet contribuent à renforcer le tissu social et le capital humain disponible pour accompagner l'émergence et le développement des MPER au Togo.

Principaux problèmes

En termes de stratégie de mise en œuvre en vue du renforcement du capital humain, les partenaires vont poursuivre leurs actions de renforcement, de suivi et d'accompagnement. En termes de capacités humaines développées, le PNPER a obtenu les résultats suivants : 32 cabinets de formation en gestion et entrepreneuriat ont été installés, 5 guichets installés, 100 formateurs formés sur l'outil Germe du BIT en TRIE (Trouver son idée d'entreprise) et CREE (Créer son entreprise rural), 422 MPER primos créées, 08 Coopératives créées, 315 Promoteurs formés, 2770 Promoteurs formés en entrepreneuriat et gestion, 2977 entreprises rurales ont eu accès aux services non financiers. Les promoteurs des différentes entreprises accompagnées ont été formés sur la conduite technique de leurs business comme c'est le cas pour l'élevage ou la prestation de services dans le labour.

Au plan démarche méthodologique, la CTOP construit les capacités humaines sur la base de :

- Mobilisation et formation des équipes techniques de leurs fédérations (25 techniciens à raison de 5 / région) – avec contrat de performance ;
- Déploiement des techniciens par préfecture pour l'appui accompagnement de 200 coopératives dans l'élaboration de leur PA ;
- Mise en place des dispositifs de relecture et de validation des PA (réunion zoom, retraites, rencontres physiques, etc.) ;
- Coaching de proximité ;
- Mise en place des comités régionaux d'appui ;
- Renforcement des capacités des techniciens pour une facilitation pour l'accès aux marchés (Formation ADM avec l'appui de la FAO) ;
- Pour les coopératives agricoles, la restitution des plans d'affaires à tous les membres des coopératives garantit est une étape importante dans la validation et l'appropriation des PA. Les échanges permanents avec les IFP et le suivi réalisé par la CTOP permettent de rassurer plus sur la confiance.

Sur le plan purement financier, il est noté une bonne participation des femmes (30% de MPER financées). Leur participation est meilleure en montant de financement, notamment, dans la commercialisation (53%) et la transformation (42%). C'est appréciable.

Les formations délivrées en éducation financière contribueront à améliorer l'autonomisation des entrepreneurs accompagnés et financés. En revanche, au regard de la qualité du portefeuille de crédit (IFP et MPER), l'autonomisation des acteurs est à relativiser. Il en est de même de la participation des femmes dans les instances dirigeantes des coopératives et des entreprises accompagnées.

Qualité de l'engagement et retour d'information du groupe cible du projet

Note: 5

Notation précédente: 3

Justification de la note

La participation des bénéficiaires aux activités du projet est jugée satisfaisante. Sur un total mobilisé de l'ordre de 2,6 milliards de FCFA pour le financement des plans d'affaires, les bénéficiaires ont mobilisé entre 10% et 20% (en fonction de la catégorie de MPER). Les témoignages des bénéficiaires ont fait ressortir de très bonnes capacités d'adaptation et d'ajustement pour tenir les engagements de livraison des produits ou de prestation des services comme le labour. Une très bonne participation des bénéficiaires est aussi notée lors des formations organisées.

Principaux problèmes

Les principales difficultés rencontrées concernent : (i) la difficulté de mobilisation des apports personnels ; (ii) la lenteur dans le processus de financement des promoteurs dont les PA sont validés par les CRS ; (iii) le manque de confiance des IMF envers les primo entreprises qui remplissent les conditions pour bénéficier du financement PNPER et le rejet de certains dossiers par les IMF ; (iv) beaucoup d'idées de projets proposés par les cibles ne sont pas dans les zones éligibles au PNPER ; (v) la pandémie de la COVID-19 ayant entraîné le bouclage de certaines villes.

Sur le plan financier, s'il est noté un intérêt des bénéficiaires cibles à l'offre de services financiers, la participation financière reste mitigée et fonction de la catégorie de MPER. Les coopératives parviennent à mobiliser la quote-part bénéficiaire (20%). En revanche, la mobilisation de la contribution des bénéficiaires est modérément satisfaisante pour les primos (10%).

Adaptabilité des prestataires de services**Note: 4****Notation précédente: 4****Justification de la note**

Pour garantir le succès des activités prévues, notamment l'appui aux promoteurs dans l'élaboration des plans d'affaire, la DOSI a signé des contrats de prestations de services avec 2 consultants BIT, 32 consultants individuels et 9 cabinets/bureaux d'étude. Cependant, la qualité des PA est souvent mise en cause par certaines IFP.

Concernant la composante B, l'offre en services financiers assurée par les SFD s'avère satisfaisante. En effet, les SFD ont pris assez de risques, au regard de la cible du projet, pour la plupart des jeunes entrepreneurs non expérimentés, financement de startups. Il s'agit d'engagement pris, inscrit à leur actif.

Principaux problèmes

Les difficultés relevées par la mission en lien avec les prestations de services dans le cadre de la mise en œuvre de la composante A sont entre autres :

Ø La formation des 100 formateurs et conseillers des MPER sur le GERME phase 2 prévue dans la convention DOSI n'a pas eu lieu au motif que la crise sanitaire n'a pas permis la présence physique des formateurs internationaux recrutés pour l'activité. Aussi, la négociation en vue d'une formation à distance n'a pas abouti en raison des exigences pratiques de la formation.

Ø Les formations techniques professionnelles au profit de 240 promoteurs n'ont pas eu lieu dès lors que les contrats avec les 06 centres de formation viennent d'être approuvés et la FAO vient de demander la mise à disposition des fonds pour le démarrage de ses activités au titre du PTBA 2020.

Ø La participation des cibles aux foires et événements socio-culturels n'a pas également pu être mise en œuvre en raison des restrictions de déplacement liées à la pandémie.

Concernant la composante B, divers prestataires de services sont mobilisés pour contribuer à la mise en œuvre du PNPER. Il s'agit essentiellement des IFP (banques et SFD). Actuellement, seuls les SFD contribuent au financement des MPER, soit sur leurs fonds propres, soit sur le refinancement du FNFI. Les principaux problèmes souvent évoqués concernent le manque de diligence dans le traitement des dossiers de financement, l'insuffisance de fonds entraînant aussi des retards dans le financement.

Gestion de l'environnement et des ressources naturelles**Note: 3****Notation précédente: 3****Justification de la note**

La mise en œuvre du PNPER touche de petites réalisations sans effets majeurs sur l'environnement. Toute fois, la mission a constaté un effort de l'équipe du projet à sensibiliser les promoteurs sur les questions environnementales. un recours est fait aux services techniques compétents en cas de besoins du fait de l'absence de compétences dédiées au sein du projet.

Principaux problèmes

Une grande partie des activités financées par le projet est en aval de la production et impacte peu sur l'environnement. Cependant, une sensibilisation plus accrue des promoteurs à la gestion des ressources naturelles serait une contribution aux efforts des différents partenaires oeuvrant dans ce sens.

Stratégie de retrait**Note: 3****Notation précédente: 3****Justification de la note**

Le projet n'a pas encore développé une stratégie complète et cohérente de sortie à 12 mois de la date de son achèvement. La dernière mission de supervision avait identifié des éléments institutionnels et économiques du projet qui devaient être pris en compte dans l'élaboration de la stratégie de sortie. La FAO, en charge de l'appui à l'élaboration de la stratégie de sortie du PNPER les prendra, certainement, en compte.

Le souci de consolider et de pérenniser les acquis du PNPER est partagé par les acteurs. Le FNFI est l'un des dispositifs appuyé par le PNPER. Le souhait de le pérenniser est, nommément, exprimé par la SEPIFSI.

Principaux problèmes

Le partenariat PNP/FAO intègre l'appui à l'élaboration de la stratégie de retrait. Cependant, en attendant sa mise en œuvre, l'équipe du PNP a commencé à mettre en œuvre les recommandations de la mission de juin 2020 y relatives. Dans ce cadre, des réunions hebdomadaires et des bilans bimensuels ont été organisés entre les partenaires du PNP, les agences d'exécution et les SFD, avec l'appui stratégique de la tutelle et la CPES. Les résultats de ses discussions et échanges vont enrichir l'atelier de validation des résultats d'étude prévu pour novembre 2020.

Par ailleurs, d'autres actions sont amorcées visant à élaborer les études thématiques qui devraient renseigner les indicateurs d'effet et d'impact du cadre logique du PNP. Le PNP a programmé l'élaboration des termes de référence, la sélection des consultants et la conduite de ces études prévues pour le début de l'année 2021. La mission recommande l'accélération de la mise en œuvre de ces activités et encourage l'équipe du PNP à prendre, en temps opportun, les dispositions y relatives.

D'énormes efforts ont été déployés dans le renforcement des compétences des acteurs avec des résultats tangibles obtenus en matière de disponibilité des plans d'affaires bancables. Les partenaires de mise en œuvre ont développé des modules de formations techniques, économiques et en éducation financière qui pourront longtemps servir les promoteurs et le secteur de façon générale.

Le partenariat DOSI/PNP a permis de mettre en place, de façon efficace, un réseau de consultants (100 au total) qui ont bénéficié de tout le paquet technique en matière de formation sur le GERME (Gérer mieux son Entreprise) du BIT, par le biais des consultants internationaux. Ces consultants ont été, en retour, valorisés dans tout le processus d'accompagnement des promoteurs à savoir, la formation en entrepreneuriat et gestion, l'élaboration participative des plans d'affaires, le coaching bancaire et le suivi des promoteurs financés. Il s'agit d'acquis qui méritent d'être valorisés.

A travers ses prestataires, la DOSI est en train de suivre les promoteurs formés et non financés, ainsi que ceux suivis (tout au long des différentes phases de vie des entreprises, depuis l'installation jusqu'au suivi post-financement). Cette activité, qui contribuera à assurer la durabilité des acquis du PNP, mérite d'être valorisée. Un cabinet est en voie de recrutement ; il assurera ce suivi plus large.

Enfin, sur le plan purement financier, le mécanisme financier du PNP intègre l'articulation FNFI, ANPGF, IFP et MPER. Ce dispositif sera minutieusement évalué en vue de porter un jugement sur sa durabilité.

<i>Action convenue</i>	<i>Responsabilité</i>	<i>Date convenue</i>
Animer une plateforme de réflexion Animer une plateforme de réflexion et discussion entre les partenaires du PNP et les partenaires clés (CPES, DOSI, FNFI, CTOP, GIZ et FAO..) et les SFD sur la stratégie de désengagement.	PNP/FAO	11/2020

Potentiel de reproduction à plus grande échelle

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le projet dispose d'un réel potentiel d'extension et de mise à l'échelle. Sur le terrain, la mission a relevé l'engouement suscité par le projet. Des préfectures non couvertes par le PNP ont exprimé leur souhait d'y participer. Le cadre institutionnel déjà en place faciliterait la mise à l'échelle, le Gouvernement ayant manifesté son engagement ainsi que les IFP qui disposent d'un portefeuille agricole non négligeable dans les autres préfectures. Toutefois, la mise à l'échelle est conditionnée par l'identification et le recensement des innovations, la capitalisation sur ces innovations, ainsi que la disponibilité d'un processus pouvant accélérer leur diffusion.

Principaux problèmes

Le mécanisme de financement du PNPER mis en œuvre dans le cadre du financement de l'entrepreneuriat s'est révélé une solution efficace du Gouvernement togolais. Assez flexible, quant aux entrepreneurs et IFP, il combine fonds de crédit, subvention et garantie, en fonction de la cible, tout en évitant la superposition de la subvention et de la garantie.

Une des activités qui a été recommandée pour assurer la reproduction du PNPER à plus grande échelle est la promotion d'une plateforme de dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre d'une réforme et d'une stratégie de développement du secteur des MPER. Le projet a rassuré la mission que cette activité va se dérouler comme prévu lors du dernier trimestre de l'année 2020. En outre, la mission a été informée que le processus de réforme de la DOSI est en cours avec l'objectif d'un développement institutionnel plus durable de cette dernière en vue de la promotion effective des MPER.

En échangeant avec les partenaires du projet, la mission a pu bien noter l'importance des acquis et du potentiel du PNPER auprès des bénéficiaires (autonomisation, augmentation des revenus, et amélioration de la sécurité alimentaire dans les zones rurales) ainsi que les partenaires de mise en œuvre (qualité du partenariat, renforcement des capacités, augmentation du nombre des bénéficiaires au niveau national). Toutefois, seules les enquêtes d'impact vont permettre de quantifier les résultats du projet et apprécier la qualité de ses interventions et du changement perçu auprès des populations, en particulier les jeunes et les femmes.

A ce stade, le PNPER dispose de plusieurs leçons apprises et les partenaires de sa mise en œuvre sont de l'avis qu'elles peuvent être portées à l'échelle. Quelques exemples sont repris ci-dessous :

- La restitution des plans d'affaires à tous les membres des coopératives est une étape importante dans la validation et l'appropriation des PA ;
- Les échanges permanents IFP- coopératives renforcent la confiance ;
- Le coaching de proximité aux coopératives améliore leur gouvernance ;
- Le renforcement et l'utilisation des techniciens des OP dans le montage des PA contribue au développement des compétences internes et à la pérennisation des services au sein des OP ;
- L'importance (i) d'impliquer tous les partenaires dans le processus de sélection des promoteurs potentiels ; (ii) de susciter la confiance des prestataires de services financiers pour faciliter le financement des plans d'affaires ; (iii) de cibler les promoteurs en activité ; (iv) de cibler les promoteurs déjà en lien avec les PSF ; et (v) d'amener les promoteurs à élaborer les PA de petits montants ;
- Tout le processus d'animation social doit être aussi capitalisé pour arriver à un bon ciblage qui permet de promouvoir des activités existantes rentables qui donnent plus confiance aux IFP et avec une capacité de fournir un apport propre.

c. Gestion du projet

Qualité de la gestion du projet	Note: 5	Notation précédente: 5
---------------------------------	---------	------------------------

Justification de la note

Des progrès significatifs ont été réalisés par le projet depuis la dernière supervision de décembre 2019, et plus particulièrement depuis la mission d'appui de juin 2020, avec la mise en œuvre du plan d'actions d'urgence de trois mois (juillet à septembre 2020). A titre indicatif, le nombre de PA financés en 2020 (361) représente environ 70% de l'ensemble des PA financés depuis le démarrage du PNPER. L'implication de nouveaux partenaires techniques (CTOP, ProDRA/GIZ, CCIT) dans la mise en œuvre du projet, et les appuis continus apportés par la CPES ont contribué à améliorer les performances du projet pour la période sous revue. La qualité de la gestion du projet est jugée satisfaisante.

Principaux problèmes

Depuis la dernière mission de supervision, le Comité national de pilotage (CNP) s'est réuni deux fois, respectivement le 04 mars 2020 et le 27 mai 2020. La réunion du 04 mars était destinée à : (i) l'examen des réalisations physiques et financières enregistrées dans le cadre de la mise en œuvre du PTBA 2019 ; et (ii) l'analyse et l'adoption du PTBA 2020 révisé. Au cours de cette réunion, le CNP a formulé des recommandations pertinentes en vue d'améliorer les performances du projet, notamment en ce qui concerne : (i) le ciblage des jeunes promoteurs en vue de garantir leur accès au financement ; et (ii) l'augmentation du nombre d'Institutions financières partenaires du projet. La réunion du 27 mai avait pour objectif de présenter et valider les activités du plan de riposte COVID - 19 inscrites dans le PTBA 2020 révisé. Deux (2) activités essentielles liées à la COVID-19 ont retenu l'attention du CNP : (i) la facilitation dans la délivrance des laissez-passer aux promoteurs en vue de faciliter la commercialisation de leurs produits ; et (ii) la fourniture des kits alimentaires aux ménages vulnérables.

Des conventions avec de nouveaux partenaires clés (CTOP, FAO, ProDRA/GIZ) ont été signées en 2020, en plus de celles en cours signées avec la DOSI et le FNFI. De plus, le projet collabore étroitement avec la CCIT dans l'identification et l'accompagnement des MPER établies. Des démarches sont également en cours pour développer un partenariat avec APRODAT qui a déjà identifié 1 402 jeunes dont 400 femmes à accompagner dans la zone du projet par des appuis en équipement agricole de production et de transformation. L'implication de ces nouveaux partenaires dans la mise en œuvre du PNPER contribuera à réaliser les résultats attendus du projet à son achèvement.

La Coordination nationale et les Coordinations de zone tiennent des réunions hebdomadaires regroupant les équipes du PNPER (niveau national et régional) et des réunions hebdomadaires élargies aux partenaires clés du projet (DOSI, FNFI, CTOP, FAO, CCIT, GIZ et CPES) pour faire le point sur la mise en œuvre du projet et procéder à la planification des activités à réaliser pour les périodes subséquentes. Ces réunions constituent une opportunité pour identifier et lever les goulots d'étranglement qui sont à la base des contreperformances du PNPER. Il en est de même des réunions bimensuelles de bilan de performance organisées par la CPES/PNPER avec la participation de la Secrétaire d'Etat.

Concernant les ressources humaines, les dossiers du personnel sont correctement tenus et les évaluations de performance conduites annuellement, avant le renouvellement des contrats de travail. La stabilité du personnel est effective depuis la dernière supervision du PNPER. En conformité avec les recommandations de la dernière mission de supervision, l'Assistant comptable et 2 RSE (régions des Savanes et Maritime) ont été recrutés. Le recrutement du RSE de la région de Kara a été jugé non essentiel compte tenu de la période restante de mise en œuvre du projet. Les fonctions à ce poste sont assumées par le Coordonnateur de la zone Nord basé à Kara avec l'assistance des RSE de la région Centrale et de la région des Savanes, tous basés dans la zone Nord du projet. L'Assistant en suivi-évaluation a pris fonction le 15 septembre 2020. Seul le Responsable de la communication et gestion des savoirs n'a pas été recruté. Le service de la communication de la Présidence doté du personnel très compétent en communication de projets et programmes assure la fonction de communication au niveau du PNPER depuis 2019. Par ailleurs, la convention avec la FAO prévoit des appuis au projet sur les aspects de gestion des savoirs et communication.

Gestion des savoirs

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Malgré l'absence d'un expert en gestion des savoirs et communication au sein du PNPER, l'expert en suivi-évaluation, avec le soutien de la cellule de communication de la Présidence ont bien assuré les responsabilités prévues par cette fonction. De plus, les partenariats (entre autres avec la FAO et GIZ) vont renforcer encore plus la consolidation et la diffusion des acquis du PNPER.

Principaux problèmes

Les activités liées à la gestion des savoirs et communication ont continué à être gérées par le spécialiste en suivi-évaluation avec le soutien de la cellule de communication de la Présidence vu que le projet a fini par ne pas recruter un responsable en gestion des savoirs et communication.

Le projet a pu réaliser un reportage en images et en vidéos des bénéficiaires, élaborer et diffuser des bulletins bimensuels, et a pu mettre en place un site web du PNPER. Le projet a mobilisé un consultant chargé de former l'équipe du PNPER sur la capitalisation des acquis et savoirs. La formation est programmée pour le dernier trimestre de 2020 et a comme objectif majeur d'habiliter la réalisation des dix études de cas prévues pour capitaliser les expériences de réussites à réaliser à plus grande échelle.

De plus, le partenariat avec la FAO viendra renforcer ce volet de capitalisation et partage des connaissances. Pour ce faire, le PNPER devra partager avec la FAO les leçons apprises et les bonnes pratiques qui ont eu lieu tout au long des années de mise en œuvre du projet. La FAO, ensuite, pourra appuyer la production et la diffusion du matériel de communication et divulgation. Les deux partenaires, devront travailler d'une manière coordonnée et harmonieuse pour s'assurer que les innovations apportées par le projet vont être capitalisées. A ce sujet, la mission a remarqué que l'activité est planifiée pour l'année prochaine et recommande l'accélération de sa mise en œuvre et de l'entamer donc au plus vite.

Le PNPER a aussi développé des stratégies de partenariat avec d'autres programmes, notamment la GIZ et APRODAT qui ont pu aider à mieux communiquer et sensibiliser la population, en plus de la sensibilisation effectuée par les responsables des guichets, pour les initier à la sollicitation des financements.

Utilisation optimale des ressources

Note: 4

Notation précédente: 3

Justification de la note

L'efficacité du PNPER est jugée modérément satisfaisante. Elle est appréciée principalement à travers le ratio coûts effectifs de fonctionnement + salaires & indemnités/coûts totaux. Ce ratio s'est beaucoup amélioré depuis la dernière mission de supervision. En effet, l'analyse du profil des dépenses par catégorie montre des progrès dans l'amélioration de l'efficacité : le cumul des salaires & indemnités et coûts de fonctionnement décaissés sur les fonds FIDA au 31/08/2020 représentent 34% du cumul des dépenses effectives, contre 43% au 30 novembre 2019, soit une réduction de 9 points en neuf (9) mois. Ce ratio reste cependant largement supérieur à 19,5% prévu à la conception.

Principaux problèmes

La mission note que la sélection des offres les plus compétitives, lors de l'attribution des marchés, a permis au projet de réaliser des économies sur certains marchés, contribuant ainsi à améliorer son efficacité. A titre indicatif, le recrutement d'une Agence de communication pour la réalisation et diffusion d'une émission télé-réalité et le recrutement d'un consultant individuel pour la mise en place de la base de données informatisée des promoteurs, ont permis au PNPER de réaliser des économies pour des montants respectifs de 36,3 millions FCFA et 11 millions FCFA.

L'efficacité dans la mise en œuvre du PNPER a été impactée négativement par le retard accusé dans le démarrage effectif du projet et la période d'inactivité enregistrée après la RMP, justifiée par le recadrage du PNPER suivi par le changement de son ancrage institutionnel. La complexité du montage institutionnel à la conception du projet a également contribué aux retards de mise en œuvre observés dans les premières années d'exécution du projet.

C'est au cours de l'année 2019 que le projet a commencé à réaliser des résultats encourageants. Toutefois, le rythme de mise en œuvre du projet a été de nouveau ralenti au premier semestre 2020 par la pandémie de la COVID – 19. Bien que le retard mentionné ci-dessus ne soit pas encore rattrapé, les tendances actuelles observées dans la réalisation des résultats attendus, indiquent que la plupart des objectifs du projet seront réalisés à environ 80% à son achèvement.

Cohérence entre le PTBA et les activités menées

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le taux des réalisations physiques du PTBA 2020 révisé est estimé à 40%, alors que le taux des réalisations financières est estimé à 34%. La mission précédente avait reconnu que l'année 2019 a été marquée par des progrès significatifs dans la mise en œuvre du PNPER, concrétisés par des résultats encourageants réalisés en moins d'une année. Malheureusement, la crise de la COVID-19 a perturbé le bon déroulement de la mise en œuvre prévue. La mission apprécie toutefois l'efficacité de l'équipe du PNPER et est confiante que la formalisation des partenariats avec la FAO, la GIZ, la CTOP et la CCIT vont accélérer les réalisations physiques et financières d'ici la fin de l'année 2020. Au 31/12/2020, les taux des réalisations physiques et financières du PTBA 2020 révisé sont estimés respectivement à 91% et 90%.

Évaluation du PTBA

Au regard du délai restant pour la mise en œuvre et vu les objectifs assignés au projet, le PTBA 2020 a mis l'accent sur la création et consolidation de petites entreprises rurales à travers : (i) la formation des promoteurs en entrepreneuriat et leur accompagnement à l'élaboration des plans d'affaires ; (ii) la formation des promoteurs en technique de production et marketing des produits ; (iii) le financement de 300 primos-entrepreneurs, 25 entreprises existantes et 50 coopératives ; (iv) l'appui-conseil à la création et consolidation des entreprises.

Le contexte de la pandémie de la COVID-19 a mis au défi la réalisation des activités du PTBA 2020. La mission de juin 2020 a donc élaboré un plan d'actions d'urgence qui couvre la période de juillet à septembre 2020, suivi par l'approbation (août 2020) du PTBA 2020 révisé.

Le contexte décrit ci-dessus justifie le taux d'exécution du PTBA 2020 révisé comme suit : les taux de réalisations physiques des activités et de l'exécution financière pour les trois composantes informées au 31 août 2020 sont respectivement de : (i) 33% et 21% pour la composante A, (ii) 44% et 43% pour la composante B, et (iii) 44% et 43% pour la composante C. Le total des réalisations physiques du PTBA 2020 révisé est donc estimé à 40%, alors que le total des réalisations financières est estimé à 34%.

Le projet a rapporté que le suivi des recommandations des missions précédentes ainsi que le plan d'actions d'urgence a été assuré suivant un rythme hebdomadaire de comptes rendus à la tutelle et au CPES, tout en identifiant les risques de

non-réalisations et en proposant des solutions en fonction des acteurs de mise en œuvre afin d'atteindre les résultats attendus.

Le suivi des promoteurs financés a été effectué à deux niveaux : (i) par les responsables suivi-évaluation régionaux déployés dans les 5 régionaux d'intervention du PNPER (sauf au niveau de la région de la Kara où le coordonnateur de zone nord assume les 2 fonctions Coordonnateur de zone et suivi-évaluations), et (ii) par les consultants prestataires de la DOSI qui font des suivis de proximité auprès des promoteurs financés avec des outils de suivi mis en place. Il est prévu qu'un consultant réalise 7 suivis au cours de l'année.

Performance du système de suivi-évaluation

Note: 4

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le PNPER dispose d'un système de suivi-évaluation rigoureux qui va être renforcé avec la mise en œuvre des activités en cours concernant la digitalisation de la base de données et le recrutement de l'assistant suivi-évaluation. Reste à organiser un atelier national de bilan annuel et de réflexion critique (prévu pour la fin de 2020) et la production des études thématiques pour informer les indicateurs d'effets et d'impact, faciliter la reproduction des acquis du projet à long terme et l'appréciation des innovations apportées par le PNPER.

Évaluation du système de suivi-évaluation

Les activités de suivi-évaluation prévues au cours de l'année 2020 sont structurées autour des fonctions de pilotage, de programmation, de suivi et de renforcement du système de suivi-évaluation en cours de construction. Les activités de pilotage sont essentiellement l'organisation des rencontres du comité national de pilotage du projet (CNP). Dans ce cadre, le projet a rapporté que le comité a tenu deux réunions et que six missions de suivi ont été réalisées par les comités régionaux. La pratique de production de bulletins internes a été instaurée, dont deux bulletins ont été réalisés à la date du 31 août 2020.

Le suivi opérationnel est effectué au niveau régional par les RSER et les Coordonnateurs de zone. Le suivi de la Coordination nationale est effectué par la CN et les spécialistes. Les activités qui font l'objet d'un suivi particulier sont essentiellement la sélection, la formation, l'accompagnement et le financement des promoteurs.

La collecte des données nécessaires pour renseigner le cadre logique du PNPER est assurée par les RSER et les consultants individuels. Les données de base sur les bénéficiaires sont collectées par les formateurs et les conseillers et ensuite transmises aux RSER. Les données transmises sont comparées avec les informations recueillies au cours des missions de suivi-évaluation des RSER avant de les saisir dans la base de données et les transmettre à la CN. Les spécialistes de la CN analysent ces données et les valident avant de les présenter dans les rapports périodiques et spécifiques.

De plus, des missions de suivi sur terrain sont effectuées par les unités régionales et centrales pour s'assurer de la qualité des prestations de services. La base de données des bénéficiaires est renseignée par les animateurs des agences des DOSI à partir des informations des fiches de demandes d'appui, des fiches de diagnostic et des plans d'accompagnement. Le contenu de ces fiches est réparti en trois grands groupes : identification du promoteur comportant sexe et âge, zone d'habitation, idée de projet. Ces informations sont complétées par les formateurs et les RSER pour les promoteurs sélectionnés par les Comités régionaux de sélection. Les informations relatives au financement sont remontées aux COZ et CN par les IFP à travers le FNFI avec qui le projet a signé une convention de collaboration.

Le recrutement de consultant pour la mise en place de la base de données informatisée est en cours (phase de négociation de contrat) et l'activité qui en dépend, le suivi des promoteurs non financés et financés, est aussi en phase de réalisation (recrutement d'assistant de suivi-évaluation au niveau de la coordination en cours). De plus, deux responsables en suivi-évaluation ont été recrutés et déployés au niveau de la région de la Maritime et la région des Savanes.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser des études thématiques	CN /CPES	03/2021
Réaliser des études thématiques en vue de renseigner les indicateurs d'effets et impacts		

Exigences des normes sociales, environnementales et climatiques

Note: 3

Justification de la note

A la conception du PNPER ces normes n'étaient pas définies.

Évaluation des PESEC

L'absence de prise en compte de cet aspect dans le projet s'explique par son absence lors de la conception du projet

d. Gestion et exécution financière

Taux de décaissement acceptable

Note: 2.0

Notation précédente: 2

Justification de la note

La qualité de la gestion administrative et financière du projet s'est nettement améliorée suite à la mise en place de la nouvelle équipe du Service Administratif et Financier (SAF) au 3e trimestre de 2018 et depuis la dernière mission de supervision effectuée en Décembre 2019. La mission a noté avec satisfaction la mise en œuvre de la plupart des recommandations des missions FIDA et des audits, la mise en application du manuel de procédures révisé, la régularité des analyses et vérifications de comptes, la production trimestrielle de rapports financiers intermédiaires (RFI) et la soumission régulière des DRF. Le logiciel TOMPRO utilisé par le projet répond aux exigences du FIDA, et la comptabilité est à jour. La gestion des flux de fonds avec les partenaires reste cependant à améliorer.

Principaux problèmes

Principales questions

Décaissements et prévisions. Au 31/08/20, les décaissements sur les ressources FIDA s'élèvent globalement à 4 905 136 740 FCFA soit 46,78% hors avance initiale à 09 mois de la date d'achèvement. Ce taux s'explique par le retard dans l'approbation du PTBA 2020 qui a été validé à fin Mars 2020. En effet, l'achèvement du projet était initialement prévu pour juin 2020. Un projet de budget sur cette base avait été introduit par le PNPER au FIDA en Décembre 2019 mais suite à la notification le 11 Février 2020 de l'extension du projet d'une année, le PTBA a donc été repris sur une base annuelle d'où le retard accusé pour la validation du PTBA.

En outre, avec la pandémie du COVID 19, un état d'urgence sanitaire avait été décrété sur 03 mois avec restriction de regroupement de personnes et de circulation interurbaine. Par conséquent, les activités prévues pour le premier trimestre 2020 à savoir les formations des bénéficiaires en région et la tenue de l'atelier de relecture du mécanisme de financement n'ont pas été exécutées.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Dépenses 2016/2017 • Rembourser dans le compte d'opérations (à partir des fonds de contrepartie) les dépenses 2016-2017 jugées inéligibles (montant total 18 103 982 FCFA)	Spécialiste en Gestion Financière	12/2019
Réserves de l'audit 2018 Rembourser dans le compte d'opérations (à partir des fonds de contrepartie), l'avance non justifiée de 3 339 100 FCFA)	CN / Spécialiste en Gestion Financière	01/2020
Dépenses 2016/2017 • Soumettre dans la prochaine DRF les dépenses de 2016-2017 jugées éligibles (montant total : 30 892 783 FCFA)	Spécialiste en Gestion Financière	01/2020
Réserves de l'audit 2018 Rembourser directement au FIDA le montant de 3 933 739 FCFA correspondant aux immobilisations non retrouvées et procéder à leur mise au rebut,	MEF	02/2020

Action 2 Etablir un état analytique de suivi de l'antériorité des avances qui permet de connaître l'état de justification de chaque ligne d'avance effectuée par activité aux partenaires (ceci permettra au PNPER de pouvoir renforcer ses actions de veille et de relance des partenaires quant au respect des délais de justification de ces avances).	CN / SGF / DOSI et FNFI	09/2020
Action 1 Poursuivre les efforts engagés dans l'amélioration du respect des délais de justification des avances concernant les partenaires à DOSI et FNFI et anticiper à éviter une dégradation de la situation avec le troisième partenaire CTOP.	CN / SGF / DOSI et FNFI	09/2020
Action 4 Mettre en service l'utilisation du logiciel comptable par le partenaire DOSI au plus tard le 31 décembre 2020 et commencer à y saisir les pièces justificatives des transactions réalisées avec le PNPER. Au cas où ce délai ne soit pas respecté par le partenaire, nous recommandons la suspension des transferts effectués à la DOSI.	CN / SGF / DOSI	12/2020
Action 3 Mettre à jour le manuel de procédures du PNPER sur les délais de remontée des pièces justificatives en fixant un délai maximum de 90 jours pour la justification d'au moins 50% des avances reçues par le partenaire dans le cadre d'une activité et un délai maximum de 180 jours pour la justification du solde. Aucune nouvelle avance de fonds ne devra être effectuée au partenaire tant que les dispositions précédentes ne seront pas respectées. Les dispositions complémentaires aux procédures de gestion des délais de remontée des pièces justificatives devront entrer en vigueur au plus tard le 31 décembre 2020.	CN / SGF / DOSI, FNFI et CTOP	12/2020
Reconstitution du compte désigné Établir les états de reconstitution du compte désigné tous les mois	Spécialiste en Gestion Financière	
Demandes de retrait de fonds <ul style="list-style-type: none"> • Matérialiser la vérification des imputations comptables par la signature des fiches d'imputation • Vérifier la référence PTBA indiquée lors de la saisie des opérations • Systématiser l'utilisation des bons de commande et des attestations de service fait pour les services non intellectuels, et l'établissement de factures par les consultants 	CN / Spécialiste en Gestion Financière	

Aspects fiduciaires

Qualité de la gestion financière

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le taux de décaissement cumulé incluant les engagements en cours au 31/08/20 est de 46,78% sur les ressources FIDA. Le projet a bénéficié d'une extension respectivement pour le Prêt FIDA et pour le Don FIDA jusqu'au 30 juin 2021 et au 31 décembre 2021.

Principaux problèmes

Principaux problèmes

Principales questions

Les points soulevés par les rapports d'audit depuis 5 ans ne sont toujours pas implementée par le projet, y compris dans la gestion du cash qui est insatisfaisante.

Un échantillon de relevés de dépenses a été examiné en détail. Les dépenses sont généralement correctement justifiées. Cependant, la mission a noté (i) des cas d'absence de bon de commande pour les services non intellectuels ; (ii) que les procès verbaux d'inventaire mensuels de la caisse ne sont pas formalisés bien que les brouillards de caisse soient systématiquement signés par les personnes habilitées.

Partenaires. Au 31/08/20, le montant des avances en cours de justification s'élève à 101,150 millions FCFA pour la DOSI ; 477,350 millions FCFA pour le FNFI et 43,555 millions FCFA pour la CTOP.

La mission a relevé pour la DOSI suite aux recommandations de la précédente mission de supervision, (i) que l'installation du système comptable fiable est déjà effectuée et le personnel est en cours de formation sur l'utilisation du logiciel.

La mission a relevé pour la DOSI suite aux recommandations de la précédente mission de supervision, que l'installation du système comptable fiable est déjà effectuée et le personnel est en cours de formation sur l'utilisation du logiciel. Néanmoins la mission a relevé que le traitement comptable des pièces justificatives des transferts effectués à la DOSI se fait toujours en extracomptable du fait de la non utilisation du logiciel. La mission n'a pas d'information sur la date de mise en service officielle du logiciel comptable par le partenaire DOSI. Cette situation présente un risque majeur quand à la fiabilité des informations financières fournies par la DOSI.

La mission a également relevé pour les deux partenaires la DOSI et le FNFI (ii) que des efforts importants dans la justification des dépenses restent à faire compte tenu des montants élevés d'avances effectuées aux partenaires et qui restent encore non justifiées. Il a été relevé des avances de plus de 06 mois effectuées aux partenaires DOSI et FNFI et non encore justifiées à cette date.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
S'assurer de la prise en compte des dépenses de la période du 01/01/2017 au 30/06/2017 non inclut dans la DRFN° 005 dans la DRFN° 006 Ces dépenses ont été vérifiées/validées lors de la mission de supervision de Décembre 2019, et seront incluses dans la prochaine DRF soumise par le PNP	Coordonnateur/RAF	12/2018
Préparation prévision trésorerie 2019 et soumission FIDA	RAF/Comptable	04/2019
Partenaires à la mise en œuvre • Mettre en place un reporting financier mensuel selon un canevas à fournir par le PNP		12/2019
PTBA • Préparer dans les délais des PTBA réalistes en fonction des capacités de mise en œuvre du projet, documenter les coûts unitaires et inclure un tableau de projection des taux de décaissement par catégorie • Mettre en place un système de suivi budgétaire mensuel (édition du comparatif budget-réel, analyse des écarts avec les responsables techniques, réunion budgétaire mensuelle et documentation dans un rapport écrit)	Coordo / SGF / RSE	12/2019

Reporting financier Mettre en place un reporting financier mensuel analysant les taux de décaissement, l'exécution financière du PTBA, la situation financière des partenaires, la situation de trésorerie, l'exécution du plan de passation des marchés et les aspects administratifs	Spécialiste Gestion Financière	12/2019
Trésorerie <ul style="list-style-type: none"> • Préparer un plan de trésorerie trimestriel mis à jour tous les mois • Effectuer un suivi rapproché des avances aux partenaires afin d'accélérer leur recouvrement • Soumettre au FIDA un plan de recouvrement de l'avance initiale (si la clôture est maintenue au 31/12/20) 	Spécialiste Gestion Financière	01/2020
Assurances Contracter une police d'assurance couvrant les biens et les locaux du projet	CN / Spécialiste Gestion Financière	01/2020
Partenaires à la mise en œuvre <ul style="list-style-type: none"> • Recruter un comptable qualifié pour le suivi des activités du PNPER 	CN/DOSI	02/2020
Partenaires à la mise en œuvre <ul style="list-style-type: none"> • En cas de prorogation du projet, réviser les conventions DOSI et FNFI pour préciser les exigences en terme de gestion financière (reporting financier, délais de justification des dépenses, fonctionnement des comptes) 	PNPER / DOSI	02/2020
Action 3 <ul style="list-style-type: none"> • Préconiser un inventaire inopiné de la caisse effectué par le RAF ou une personne qui n'est pas dans le processus de gestion et de manipulation de la caisse, au moins une fois par mois. Formaliser également l'inventaire inopiné de la caisse et faire signer le procès-verbal par les personnes y ayant pris part. 	CN/ Spécialiste en Gestion Financière (SGF)	09/2020
Action 2 <ul style="list-style-type: none"> • Etablir désormais un procès-verbal mensuel d'inventaire de la caisse qui fournira les informations sur les sommes inventoriées (quantités de billets, et montant total, ainsi que les personnes ayant assistées à l'inventaire) 	CN/ Spécialiste en Gestion Financière (SGF)	09/2020
Action 1 <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les efforts engagés dans l'utilisation systématique des bons de commande et des attestations de service fait pour les services non intellectuels 	CN/ Spécialiste en Gestion Financière (SGF)	09/2020
Statuer sur l'utilisation des intérêts créditeurs totalisant XOF 23 334 737	RAF/COORDONNATEUR	

Prévoir la mise en place d'une caissede contrepartie pour menues dépenses afin de pouvoir comptabiliser pour la TVA. Inclure les procédures liées à cette petite caisse dans le manuel du projet	UCP/Tutelle	
Poursuivre et intensifier le travail de proximité entre le SAFdu PNPER et les SAFs de la FNFI et de la DOSI. Reporting mensuel. Partially completed Des sessions de travail sont organisées entre le SAF du projet et les SAF de la DOSI et du FNFI ; cependant le reporting mensuel n'est pas en place. Une session de formation a été effectuée par la mission de supervision de décembre 2019 sur le reporting et les pièces justificatives	RAF/Comptable	

Qualité et ponctualité des audits

Note: 3

Notation précédente: 4

Justification de la note

Le rapport d'audit a été reçu en juillet 2020. Il ne respecte pas le format du FIDA et en particulier la disposition sur l'opinion unique. Le opinions sont non qualifié, mais l'auditeur souligne l'utilisation d'un montant de FCFA 566 179 de dépenses inéligibles en tant que TVA payée avec fonds FIDA.

Principaux problèmes

La lettre sur le contrôle interne soulève plusieurs faiblesses au niveau du Projet, dont:

1. Tenue irrégulière des reunions du Comité de Pilotage;
2. Manque de régularisation des biens du projets qui n'ont pas été retrouvés au cours de l'inventaire 2018;
3. Solde d'avance non justifié pour une mission de 2017 pour un montant de FCFA 3 339 100
4. Longs délais de traitement des marchés par la DNCMP
5. les conventions signées avec la DOSI et le FNFI ne donnent pas assez de précision sur les exigences en terme de gestion financière telles que les délais de présentation des justificatifs des dépenses ainsi que les procédures de gestion des comptes dédiés;
6. Le logiciel comptable au niveau de la DOSI n'est pas operationnel;
7. Faiblesses au niveau de la DOSI sur le traitement des dépenses relatives à l'achat de carburant;
8. Dépenses inéligibles concernant TVA payée par la DOSI avec fonds FIDA pour un monntat de FCFA 566 179. Ces fonds devront etre remboursés sur le compte FIDA à partir du compte de cotrepartie;
9. Gros montants payés en espèces au Niveau de la dosi, plus ordonnancement de dépenses effectué par le seul RAF;

Fonds de contrepartie

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Les montants inscrits aux PTBA du projet ne correspondent pas aux montants demandés pour la contribution de l'État, qui eux-mêmes ne correspondent pas aux sommes versées par l'État. Ainsi, la contribution cumulée du gouvernement depuis le démarrage du projet s'élève à 398 155 404 FCFA (hors provision pour fonds de garantie de 345 000 000 FCFA), contre 258 449 908 FCFA demandés. Cette contribution est versée de façon régulière tous les ans. La contribution en nature (pour les bureaux régionaux) n'est pas valorisée ni comptabilisée par le projet

Principaux problèmes

Principales questions

Contribution de l'État. La contribution de l'État togolais aux coûts du projet est composée d'une contrepartie en numéraire et d'une contribution en nature. La contrepartie en numéraire sert à payer les loyers de la Coordination Nationale, le coût des réunions du CNP, les taxes et le fonds de garantie. Étant donné que le processus budgétaire démarre en milieu d'année pour l'année suivante (tandis que le PTBA n'est élaboré qu'en fin d'année au plus tôt), la contribution est demandée par le projet sur la base d'une expression de besoins plutôt que sur la base du PTBA. Une fois la contribution inscrite au budget national, le montant alloué au projet est décaissé en une seule fois, au cours du 2^e trimestre de chaque année. Depuis le démarrage du projet jusqu'au 31/08/20, le gouvernement a versé au projet un total de 743 155 404 FCFA^[1] (représentant 40% du montant approuvé dans l'accord de financement). Au 31/08/20, le montant

total décaissé par le projet (y compris pour le fonds de garantie) s'élève à 251 916 579 FCFA, soit 33,89% du montant versé par l'État et 12% du montant approuvé dans l'accord de financement. La faiblesse de ce taux de décaissement reflète (i) le faible niveau de mise en œuvre globale du projet, et (ii) le fait qu'une part importante des dépenses du projet n'est pas soumise à la TVA (ateliers, subventions, etc.)

La contribution en nature de l'État correspond à la mise à disposition de bureaux en région pour les 2 COZ, les Responsables Suivi-Évaluation des régions, et les guichets d'accueil. Elle a fait l'objet d'une valorisation au cours de l'exercice 2020.

Néanmoins, la société TOMATE en raison de la crise sanitaire n'a pas encore fait le déplacement sur Lomé pour le paramétrage du logiciel et l'achèvement de la formation sur Tom monitoring. Ce qui retarde l'enregistrement comptable des valorisations.

Contribution des bénéficiaires. Les bénéficiaires du projet contribuent à son financement par le biais d'un apport en numéraire de 10% du coût des investissements sur les projets dont ils sont les promoteurs. Au 31/08/20, la contribution totale cumulée des bénéficiaires au projet s'élève à 321 724 490 FCFA, soit 35,14% du montant approuvé à la formulation, en ligne avec le taux de décaissement de la composante B.

[1] Dont 345 millions FCFA destinés au fonds de garantie. Le projet a déjà effectué un 1^{er} versement de 185 millions FCFA à l'ANPGF.

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Action Évaluer le montant de la contribution en nature de l'État (en estimant la valeur locative des bureaux utilisés par le projet) et Recontacter la société TOMATE pour le paramétrage et l'achèvement de la formation au logiciel. Veiller à effectuer les saisies des valorisations de la contribution en nature de l'Etat dans les comptes du projet dans les meilleurs délais.	SGF	12/2020
Contribution en nature Évaluer le montant de la contribution en nature de l'État (en estimant la valeur locative des bureaux utilisés par le projet) et l'enregistrer dans les comptes du projet	Spécialiste en Gestion Financière	

Conformité avec les clauses des prêts

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Quasiment toutes les clauses de l'accord de financement sont mises en œuvre par le projet, à l'exception de la soumission des rapports d'audit au plus tard le 30 Juin de chaque année. Nous avons constaté que l'auditeur a communiqué ses rapports en Juillet 2020 après le délai règlementaire de soumission.

Principaux problèmes

N/A

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
Assurances Sensibiliser les auditeurs sur le respect du délai de transmission des rapports d'audit	CN / SGF	09/2020

Évaluation de la passation des marchés

Passation des marchés

Note: 5

Notation précédente: 5

Justification de la note

Les marchés programmés dans le PTBA 2020 sont au nombre de 28 pour un montant de 1 914 499 100 FCFA, dont 15 (54%) pour la fourniture de biens et services non consultants d'un montant de 644 426 531 FCFA (34% du montant total), 9 (32%) pour les services de consultants d'un montant de 196 983 000 FCFA (10%), et 4 (14%) pour les conventions avec les partenaires clés de mise en œuvre d'un montant de 1 073 089 569 FCFA (56%). Au 31/08/2020, 20 marchés (71%) d'un montant total de 1 281 476 854 FCFA (67% du montant total) sont déjà réalisés. Il est prévu que 3 marchés d'un montant de 424 millions FCFA, en lien avec la Covid-19, soient réalisés avant le 30 septembre 2020, ce qui portera à 23 le nombre de marchés réalisés (82%) représentant 89% de la valeur totale des marchés.

Évaluation de la passation des marchés

Les recommandations sur la passation des marchés de la mission de supervision de décembre 2019 et celles de la mission d'appui de juin 2020 ont été mises en œuvre. En particulier, les délais particulièrement longs de traitement des dossiers soumis à l'examen préalable de la DNCMP ont été réduits, ce qui contribue à accélérer le processus de passation de marchés.

Par type de marchés, l'exécution du PPM au 31/08/2020 se présente comme suit :

Pour les **marchés de fourniture de biens et services** : par rapport à une prévision de 15 marchés, 10 marchés ont été passés en 2020, soit une exécution de **67%** en nombre et **21%** en valeur pour un montant effectif de 137,084 millions FCFA sur 644,427 millions FCFA prévus. Il est à noter que 3 marchés sur les 5 restants, concernent les activités prévues dans le cadre de la COVID 19. Ces activités sont inscrites dans le PTBA révisé validé par le FIDA le 24 août 2020. Il a été retenu la procédure d'entente directe pour la réalisation de ces activités. A cet effet, les requêtes d'entente directe ont été soumises au FIDA et à la DNCMP pour avis de non objection avant la signature des contrats et le démarrage de la livraison au plus tard en octobre 2020.

Les 2 autres marchés non encore réalisés portent respectivement sur : (i) le recrutement d'une compagnie pour l'assurance pour le personnel, les locaux et équipement du PNPER ; et (ii) le recrutement d'une Agence de communication pour réaliser et diffuser des communiqués en français facile et langues locales. Le contrat avec la compagnie d'assurance du personnel signé en 2019 est en cours de renouvellement. Les termes de référence pour le recrutement d'une Agence de communication sont en cours d'élaboration.

Pour la catégorie **Services de Consultants** : par rapport à une prévision de 9 marchés, 6 marchés de prestations intellectuelles ont été passés, soit un taux d'exécution de **67%** en nombre et **36%** en valeur pour un montant de 71,303 millions FCFA sur 196,983 millions prévus. Les 3 marchés non encore réalisés portent respectivement sur : (i) le recrutement d'un expert national pour la stratégie et la politique de soutien aux MPER ; (ii) le recrutement d'un consultant pour l'étude de l'efficacité du mécanisme de financement PNPER sur le développement des MPER ; et (iii) le recrutement d'un consultant pour le suivi des promoteurs financés et non financés. Les TdR sont en cours de finalisation pour le lancement des deux (02) premières activités. Pour la troisième activité, l'évaluation des manifestations d'intérêt est prévue au cours de la semaine du 21 au 25 septembre 2020.

Le taux de réalisation en valeur des marchés de consultants est relativement faible. Il s'explique par l'écart entre les montants prévus et les montants d'attribution des marchés, dû au jeu de la concurrence qui permet de sélectionner les offres les plus compétitives. C'est notamment le cas du recrutement d'une Agence de communication pour la réalisation et diffusion d'une émission télé-réalité pour l'incitation des jeunes à l'entrepreneuriat rural pour un montant de 22,7 millions

FCFA contre 59 millions prévus. Il en est de même du recrutement d'un consultant individuel pour la mise en place de la base de données informatisée (logiciel) des promoteurs, pour un montant de 19,5 millions FCFA contre 30,5 millions prévus.

Pour les **conventions** : Les 4 marchés prévus (DOSI, FNFI, CTOP, FAO) pour un montant total de 1 073 089,6 millions FCFA ont été réalisés à **100%**. Les décaissements se font au fur à mesure en fonction de l'avancement des activités prévues.

e. Indicateurs clés en matière de supervision et d'appui à l'exécution

Probabilité d'atteindre l'objectif de développement	Note: 4.0	Notation précédente: 4.0
Évaluation de la performance globale de l'exécution	Note: 3.92	Notation précédente: 4.0

F. Actions convenues

Action convenue	Responsabilité	Date convenue
-----------------	----------------	---------------

Vue d'ensemble et avancement du projet		
Facilitation des services non financiers Renforcer le mécanisme de suivi des activités des partenaires de mise en œuvre	CN	09/2020
Facilitation des services non financiers Continuer et renforcer le rapprochement entre les bénéficiaires et les prestataires et les IFP pour favoriser un environnement des affaires plus dynamiques et profitables aux acteurs qui doivent cheminer ensemble	CN/FNFI/DOSI/ CTOP, GIZ, CCIT et FAO	09/2020
Facilitation des services non financiers: Approche plan d'affaires Accompagner les promoteurs à mieux s'approprier de leur plan d'affaires et à les développer au-delà de l'appui du projet	DOSI, CTOP, GIZ et FAO	09/2020
Financement MPER Mettre en place une commission ad'hoc (constituée de représentants du PNPER, du FNFI et de la CPES) d'appréciation de la situation des SFD partenaires en difficulté visant à améliorer la qualité de leur portefeuille de crédit auprès du FNFI, tout en contribuant au financement des MPER/PNPER.	PNPER/FNFI	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP Anticiper les mesures correctives en vue de mitiger le risque d'insuffisance de résultat, du fait de l'inaptitude éventuelle de certains agents de crédit mis à disposition des IFP.	PNPER/FNFI	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP Mettre en œuvre une stratégie différenciée pour mitiger les risques pris sur certains promoteurs, en estimant le niveau optimal de financement, assurant une meilleure rentabilité et en introduisant les plans d'affaires, le phasage du financement (en cas de nécessité).	IFP/FNFI	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPER/IFP Appuyer les IFP, de concert avec le FNFI, à élaborer et mettre en œuvre une stratégie adéquate de recouvrement des crédits.	FNFI/IFP/PNPER	09/2020
Financement MPER Ecourter le processus d'accompagnement/financement en vue d'accélérer le financement des MPER dans le cadre du memorandum d'entente PNPER/ProDRA (conformément aux dispositions décrites dans le présent rapport).	PNPER	09/2020

Convention PNP/ENFI Ajuster/actualiser les plans d'affaires de MPR des partenaires à travers un schéma de financement simplifié et les adresser aux IFP.	PNP	09/2020
Projection de financement MPR Accélérer la mise en œuvre du financement des MPR (établies) par les banques (dont mesures d'accompagnement).	PNP/ENFI/Banques	09/2020
Qualité du portefeuille de crédit MPR/IFP Procéder à une analyse des plans d'affaires en attente dans les IFP (2019) et actualiser ce qui pourrait être financé.	PNP/IFP	09/2020
Projection de financement MPR Doter les IFP d'agents de crédit complémentaires et de leurs équipements de travail, après une évaluation conjointe (de maintenant à fin décembre 2020) des réels besoins par le PNP, ENFI et IFP.	PNP/ENFI	09/2020
Efficacité en matière de développement		
Analyse du cadre logique et principaux problèmes d'efficacité Révision des indicateurs du cadre logique	Expert suivi-évaluation/ PNP	09/2020
Durabilité et transposition à plus grande échelle		
Finaliser la Convention PNP – CTOP. Mettre à la disposition de la FAO les fonds prévus dans la convention (avance de démarrage) pour accélérer la mise en œuvre des activités prévues.	PNP	09/2020
Accélérer l'organisation d'une plateforme de dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre d'une réforme et d'une stratégie de développement du secteur des MPR. Accélérer l'organisation d'une plateforme de dialogue politique pour la formulation et la mise en œuvre d'une réforme et d'une stratégie de développement du secteur des MPR.	CN en collaboration avec ProMIFA et ses partenaires clés	11/2020
Animer une plateforme de réflexion Animer une plateforme de réflexion et discussion entre les partenaires du PNP et les partenaires clés (CPES, DOSI, ENFI, CTOP, GIZ et FAO..) et les SFD sur la stratégie de désengagement.	PNP/FAO	11/2020
Mieux communiquer et sensibiliser la population pour structurer la demande à la base et solliciter un financement.	CN/DOSI	

Mobiliser les partenaires à travers les réseaux des Organisations de Base (organisations des femmes, jeunes, OP, GIE, etc.).	CN/DOSI	
Gestion du projet		
Réaliser des études thématiques Réaliser des études thématiques en vue de renseigner les indicateurs d'effets et impacts	CN /CPES	03/2021
Gestion et exécution financière		
S'assurer de la prise en compte des dépenses de la période du 01/01/2017 au 30/06/2017 non inclut dans la DRFN° 005 dans la DRFN° 006 Ces dépenses ont été vérifiées/validées lors de la mission de supervision de Décembre 2019, et seront incluses dans la prochaine DRF soumise par le PNPER	Coordonnateur/RAF	12/2018
Préparation prévision trésorerie 2019 et soumission FIDA	RAF/Comptable	04/2019
Partenaires à la mise en œuvre • Mettre en place un reporting financier mensuel selon un canevas à fournir par le PNPER		12/2019
PTBA • Préparer dans les délais des PTBA réalistes en fonction des capacités de mise en œuvre du projet, documenter les coûts unitaires et inclure un tableau de projection des taux de décaissement par catégorie • Mettre en place un système de suivi budgétaire mensuel (édition du comparatif budget-réel, analyse des écarts avec les responsables techniques, réunion budgétaire mensuelle et documentation dans un rapport écrit)	Coordo / SGF / RSE	12/2019
Reporting financier Mettre en place un reporting financier mensuel analysant les taux de décaissement, l'exécution financière du PTBA, la situation financière des partenaires, la situation de trésorerie, l'exécution du plan de passation des marchés et les aspects administratifs	Spécialiste Gestion Financière	12/2019
Dépenses 2016/2017 • Rembourser dans le compte d'opérations (à partir des fonds de contrepartie) les dépenses 2016-2017 jugées inéligibles (montant total 18 103 982 FCFA)	Spécialiste en Gestion Financière	12/2019

Trésorerie <ul style="list-style-type: none"> • Préparer un plan de trésorerie trimestriel mis à jour tous les mois • Effectuer un suivi rapproché des avances aux partenaires afin d'accélérer leur recouvrement • Soumettre au FIDA un plan de recouvrement de l'avance initiale (si la clôture est maintenue au 31/12/20) 	Specialiste Gestion Financière	01/2020
Assurances <p>Contracter une police d'assurance couvrant les biens et les locaux du projet</p>	CN / Spécialiste Gestion Financière	01/2020
Réserves de l'audit 2018 <p>Rembourser dans le compte d'opérations (à partir des fonds de contrepartie), l'avance non justifiée de 3 339 100 FCFA)</p>	CN / Spécialiste en Gestion Financière	01/2020
Dépenses 2016/2017 <ul style="list-style-type: none"> • Soumettre dans la prochaine DRF les dépenses de 2016-2017 jugées éligibles (montant total : 30 892 783 FCFA) 	Spécialiste en Gestion Financière	01/2020
Partenaires à la mise en œuvre <ul style="list-style-type: none"> • Recruter un comptable qualifié pour le suivi des activités du PNPER 	CN/DOSI	02/2020
Partenaires à la mise en œuvre <ul style="list-style-type: none"> • En cas de prorogation du projet, réviser les conventions DOSI et FNFI pour préciser les exigences en terme de gestion financière (reporting financier, délais de justification des dépenses, fonctionnement des comptes) 	PNPER / DOSI	02/2020
Réserves de l'audit 2018 <p>Rembourser directement au FIDA le montant de 3 933 739 FCFA correspondant aux immobilisations non retrouvées et procéder à leur mise au rebut,</p>	MEF	02/2020
Assurances <p>Sensibiliser les auditeurs sur le respect du délai de transmission des rapports d'audit</p>	CN / SGF	09/2020
Action 2 <p>Etablir un état analytique de suivi de l'antériorité des avances qui permet de connaître l'état de justification de chaque ligne d'avance effectuée par activité aux partenaires (ceci permettra au PNPER de pouvoir renforcer ses actions de veille et de relance des partenaires quant au respect des délais de justification de ces avances).</p>	CN / SGF / DOSI et FNFI	09/2020

Action 1 Poursuivre les efforts engagés dans l'amélioration du respect des délais de justification des avances concernant les partenaires à DOSI et FNFI et anticiper à éviter une dégradation de la situation avec le troisième partenaire CTOP.	CN / SGF / DOSI et FNFI	09/2020
Action 3 <ul style="list-style-type: none"> • Préconiser un inventaire inopiné de la caisse effectué par le RAF ou une personne qui n'est pas dans le processus de gestion et de manipulation de la caisse, au moins une fois par mois. Formaliser également l'inventaire inopiné de la caisse et faire signer le procès-verbal par les personnes y ayant pris part. 	CN/ Spécialiste en Gestion Financière (SGF)	09/2020
Action 2 <ul style="list-style-type: none"> • Etablir désormais un procès-verbal mensuel d'inventaire de la caisse qui fournira les informations sur les sommes inventoriées (quantités de billets, et montant total, ainsi que les personnes ayant assistées à l'inventaire) 	CN/ Spécialiste en Gestion Financière (SGF)	09/2020
Action 1 <ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre les efforts engagés dans l'utilisation systématique des bons de commande et des attestations de service fait pour les services non intellectuels 	CN/ Spécialiste en Gestion Financière (SGF)	09/2020
Action 4 Mettre en service l'utilisation du logiciel comptable par le partenaire DOSI au plus tard le 31 décembre 2020 et commencer à y saisir les pièces justificatives des transactions réalisées avec le PNPER. Au cas où ce délai ne soit pas respecté par le partenaire, nous recommandons la suspension des transferts effectués à la DOSI.	CN / SGF / DOSI	12/2020
Action 3 Mettre à jour le manuel de procédures du PNPER sur les délais de remontée des pièces justificatives en fixant un délai maximum de 90 jours pour la justification d'au moins 50% des avances reçues par le partenaire dans le cadre d'une activité et un délai maximum de 180 jours pour la justification du solde. Aucune nouvelle avance de fonds ne devra être effectuée au partenaire tant que les dispositions précédentes ne seront pas respectées. Les dispositions complémentaires aux procédures de gestion des délais de remontée des pièces justificatives devront entrées en vigueur au plus tard le 31 décembre 2020.	CN / SGF / DOSI, FNFI et CTOP	12/2020

Action Évaluer le montant de la contribution en nature de l'État (en estimant la valeur locative des bureaux utilisés par le projet) et Recontacter la société TOMATE pour le paramétrage et l'achèvement de la formation au logiciel. Veiller à effectuer les saisies des valorisations de la contribution en nature de l'Etat dans les comptes du projet dans les meilleurs délais.	SGF	12/2020
Contribution en nature Évaluer le montant de la contribution en nature de l'État (en estimant la valeur locative des bureaux utilisés par le projet) et l'enregistrer dans les comptes du projet	Spécialiste en Gestion Financière	
Statuer sur l'utilisation des intérêts créditeurs totalisant XOF 23 334 737	RAF/COORDONNATEUR	
Prévoir la mise en place d'une caissede contrepartie pour menues dépenses afin de pouvoir comptabiliser pour la TVA. Inclure les procédures liées à cette petite caisse dans le manuel du projet	UCP/Tutelle	
Poursuivre et intensifier le travail de proximité entre le SAFdu PNPER et les SAFs de la FNFI et de la DOSI. Reporting mensuel. Partially completed Des sessions de travail sont organisées entre le SAF du projet et les SAF de la DOSI et du FNFI ; cependant le reporting mensuel n'est pas en place. Une session de formation a été effectuée par la mission de supervision de décembre 2019 sur le reporting et les pièces justificatives	RAF/Comptable	
Reconstitution du compte désigné Établir les états de reconstitution du compte désigné tous les mois	Spécialiste en Gestion Financière	
Demandes de retrait de fonds <ul style="list-style-type: none"> • Matérialiser la vérification des imputations comptables par la signature des fiches d'imputation • Vérifier la référence PTBA indiquée lors de la saisie des opérations • Systématiser l'utilisation des bons de commande et des attestations de service fait pour les services non intellectuels, et l'établissement de factures par les consultants 	CN / Spécialiste en Gestion Financière	



Investir dans les populations rurales

Togo

National Programme for the Promotion of Rural Entrepreneurship

Rapport de supervision

Cadre logique du projet

Dates de mission: 7-22 September 2020

Date du document: 28/12/2020

Identifiant du projet 1100001639

Numéro du rapport: 5535-TG

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

National Programme for the Promotion of Rural Entrepreneurship

Cadre logique

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Portée PNPÉR	1.b Estimation correspondante du nombre total des membres des ménages										5 personnes/ménage
	Membres des ménages			71 000	10 415	27 243	38.4				
	1.a Nombre correspondant de ménages touchés										
	Ménages			14 200	2 083	12 176	85.7				
	1 Nombre de personnes bénéficiant de services promus ou appuyés par le projet										
	Femmes			7 100	1 389	2 146	30.2				
	Hommes			7 100	694	2 694	37.9				
	Jeunes					0					
	Personnes autres que les jeunes					0					
	Personnes autochtones					0					
	Personnes non autochtones					0					
	Nombre total de personnes bénéficiant de services			14 200	2 083	4 840	34.1				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif du projet Contribution à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration des conditions de vie en milieu rural	Enfants en insuffisance pondérale - Poids par age							Enquête d'impact SYGRI (référence, achèvement)			Stabilité socio-éco-politique du pays
	Garçons	22.5		20.5							
	Filles	18.9		16.9							
	Enfants chroniquement malnourris - Taille par age							Enquête d'impact SYGRI (référence, achèvement)			
	Garçons	35		33							
	Filles	26.5		24.5							
	Enfants en maltrituion aigüe - Poids par taille							Enquête d'impact SYGRI (référence, achèvement)			
	Garçons	7.6		5.6							
	Filles	7.1		5.1							
	Ménages dont l'indice d'accumulation des actifs a augmenté							Enquête d'impact SYGRI (référence, achèvement)			
	Quintile 1	29		27							
	Quintile 2	20		18							
	Quintile 3	12		10							
	Quintile 4	7		9							
	Quintile 5	4		6							
	Ménages ayant connu une saison de disette							Enquête d'impact SYGRI (référence, achèvement)			
	Households	88.7		86.7							
	Durée de la première saison de disette							Enquête d'impact SYGRI (référence, achèvement)			
	Mois	3.9		2.9							
	Personnes entre 15 et 24 qui peuvent lire							Enquête d'impact SYGRI (référence, achèvement)			
Hommes	66		68								
Femmes	85		87								

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Objectif de développement Développer l'entrepreneuriat rural, notamment pour les jeunes au niveau local	MPER fonctionnelles 3 ans après leur création/consolidation							Enquête d'évaluation des Effets/impact (référence, mi-parcours, achèvement) Etudes de cas/thématiques			Environnement juridique et financier des affaires favorable
	MPER			65							
	MPER fonctionnelles 3 ans après leur création/consolidation appartenant à des femmes							Enquête d'évaluation des Effets/impact (référence, mi-parcours, achèvement) Etudes de cas/thématiques			
	MPER fonctionnelles / femmes			50							
	MPER promues/consolidées ont vu leur chiffre d'affaires augmenter de 50% au moins 3 ans après leur creation/consolidation							Enquête d'évaluation des Effets/impact (référence, mi-parcours, achèvement) Etudes de cas/thématiques			
	MPER promues/consolidées			65							
	Emplois créés/consolidés							Enquête d'évaluation des Effets/impact (référence, mi-parcours, achèvement) Etudes de cas/thématiques			
	Emplois créés			5 000	777	1 513	30.3				
	Emplois consolidés			2 500	2 500						
	Femmes ayant bénéficié d'un emploi crée ou consolidé							Enquête d'évaluation des Effets/impact (référence, mi-parcours, achèvement) Etudes de cas/thématiques			
	Femmes			50	39	45	90				
	Centres de ressources spécialisés opérationnels							Enquête d'évaluation des Effets/impact (référence, mi-parcours, achèvement) Etudes de cas/thématiques			
	Centres de ressource			3							

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet direct Un marché des services de développement des entreprises en milieu rural est promu et amélioré à travers une offre professionnelle de services d'appui de proximité)	Plateformes régionales de serices opérationnelles							Enquête d'évaluation des Effets/impact Etudes de cas/thématiques /Etude de référence Rapports/Enquêtes spécifiques d'autres partenaires (ex: FAIEJ, ANPGF, AP-SFD, Chambre du commerce, Ministère en charge du commerce et de l'industrie, etc.)/ Plans d'affaires et/ou comptes d'exploitation des MPER/Rapports d'audit de compétence des conseillers/prestataires			Nombre limité de prestataires de services compétents dans les régions Vulnérabilité des MPER par rapport à la concurrence des PME urbaines et des produits importés Difficultés d'accès au marché des produits des MPER
	Plateformes			5		5	100				
	Institutions de formation/conseil fonctionnelles							Enquête d'évaluation des Effets/impact Etudes de cas/thématiques /Etude de référence Rapports/Enquêtes spécifiques d'autres partenaires (ex: FAIEJ, ANPGF, AP-SFD, Chambre du commerce, Ministère en charge du commerce et de l'industrie, etc.)/ Plans d'affaires et/ou comptes d'exploitation des MPER/Rapports d'audit de compétence des conseillers/prestataires			

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Institutions de formation			40	0	32	80				
	Adoption minimum des acquis des formations par les MPER supérieur à 70%=							Enquête d'évaluation des Effets/impact Etudes de cas/thématiques /Etude de référence Rapports/Enquêtes spécifiques d'autres partenaires (ex: FAIEJ, ANPGF, AP-SFD, Chambre du commerce, Ministère en charge du commerce et de l'industrie, etc.)/ Plans d'affaires et/ou comptes d'exploitation des MPER/Rapports d'audit de compétence des conseillers/prestataires			

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Adoption minimum			70							
	MPER promues/consolidées ayant vu leurs productions/services augmenter de 30% =							Enquête d'évaluation des Effets/impact Etudes de cas/thématiques /Etude de référence Rapports/Enquêtes spécifiques d'autres partenaires (ex: FAIEJ, ANPGF, AP-SFD, Chambre du commerce, Ministère en charge du commerce et de l'industrie, etc.)/ Plans d'affaires et/ou comptes d'exploitation des MPER/Rapports d'audit de compétence des conseillers/prestataires			

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	MPER			60							
	MPER ciblées utilisant les services des prestataires des plateformes régionales (par type de services)							Enquête d'évaluation des Effets/impact Etudes de cas/thématiques /Etude de référence Rapports/Enquêtes spécifiques d'autres partenaires (ex: FAIEJ, ANPGF, AP-SFD, Chambre du commerce, Ministère en charge du commerce et de l'industrie, etc.)/ Plans d'affaires et/ou comptes d'exploitation des MPER/Rapports d'audit de compétence des conseillers/prestataires			

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	MPER			70							
	MPER ayant adopté de nouvelles technologies de production et postproduction							Enquête d'évaluation des Effets/impact Etudes de cas/thématiques /Etude de référence Rapports/Enquêtes spécifiques d'autres partenaires (ex: FAIEJ, ANPGF, AP-SFD, Chambre du commerce, Ministère en charge du commerce et de l'industrie, etc.)/ Plans d'affaires et/ou comptes d'exploitation des MPER/Rapports d'audit de compétence des conseillers/prestataires			

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	MPER			65							
Produit 1.1 : Un réseau de prestataires de services non financiers compétents est opérationnel	Centres de ressources nationaux spécialisés mis en place							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Centre de ressources			3							
	Institutions de formation et conseil mises en réseau au sein des centres de ressources spécialisés							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Institution de formation			40	0	32	80				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Plateformes régionales de services créées							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Plateformes régionales			5	5	5	100				
	Institutions de formation et conseil renforcées							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Institution de formation			40	0	32	80				
	Répertoire des prestataires de services élaboré							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Répertoire			1	0	0	0				
	Personnels des prestataires de services formés en entrepreneuriat							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Prestataire Hommes			70		90	128.6				
	Prestataire Femmes			30		10	33.3				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Formateurs formés en entrepreneuriat							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Formateurs			100	0	100	100				
	Guides professionnels spécialisés élaborés							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires/Répertoire des prestataires de services/Rapport d'audit de compétence des prestataires			
	Guides professionnels			30		0	0				
Produit 1.2 : Des porteurs d'initiatives économiques, promoteurs de MPER et coopérateurs sont formés et accompagnés dans la création/consolidation des MPER et coopératives	MPER ou Coopératives créées ou consolidées							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires de services/Base de données des MPER, Coopératives appuyées/Registre de la Chambre du commerce			
	MPER créées			1 100	253	419	38.1				
	MPER consolidées			500	3	3	0.6				
	Coopératives consolidées			200	3	8	4				
	Personnes ayant bénéficié d'une formation professionnelle							Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires de services/Base de données des MPER, Coopératives appuyées/Registre de la Chambre du commerce			
	Males			1 250	0	271	21.7				
	Females			1 250	0	44	3.5				

Chaîne logique	Indicateurs						Moyens de vérification			Hypothèses	
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence		Responsabilité
	Personnes formées aux affaires et à l'entrepreneuriat						Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires de services/Base de données des MPER, Coopératives appuyées/Registre de la Chambre du commerce				
	Males			1 750	720	2 045					116.9
	Females			1 750	300	725					41.4
	Entreprises rurales ayant accès aux services non financiers						Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires de services/Base de données des MPER, Coopératives appuyées/Registre de la Chambre du commerce				
	Entreprises rurales			3 500	2 083	4 078					116.5
	Apprentis formés										
	Males			2 000							
	Females			2 000							
	2.1.1 Entreprises rurales ayant accès à des services de développement des entreprises						Rapports de formation/Rapports d'activités des prestataires de services/Base de données des MPER, Coopératives appuyées/Registre de la Chambre du commerce				
	Entreprises rurales			3 500	1 520	1 686					48.2
	Taille des entreprises					0					
	Hommes				1 039	1 039					
	Femmes				481	481					
	Personnes autochtones					0					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes non autochtones					0					
	Jeunes					0					
	Personnes autres que les jeunes					0					
	Femmes occupent des postes de direction					0					
Produit 1.3 : La qualité de l'offre de produits des MPER est améliorée	MPER formées au respect des normes de qualité										
	MPER formées			65							
Effet direct Accès des MPER aux services financiers est amélioré	MPER ayant présenté un dossier et ont reçu un crédit										
	MPER dossier-credit			60							
	Augmentation du volume de portefeuille agricole des IFP7										
	Volume portefeuille			34							
Produit 2.1 : Capacités des IFP à financer les MPER sont renforcées	Institutions financières participant au projet										
	Institutions financières			5	4	13	260				
	Personnes des institutions financières formés (agents de crédit)										
	Males			33							
	Females			17							
	Fonds de garantie de 500 millions FCFA mis en place auprès de l'ANPGF pour financer les MPER de 500 millions FCFA mis en place auprès de l'ANPGF pour financer les MPER										
	Fonds de garantie			1		360 000 000	36 000 000 000				

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses	
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité		
Produit 2.2 : Les MPER sont financées à travers les mécanismes financiers du projet	Entreprises ayant accès aux services financiers											
	1100 primo-entrepreneurs			1 100	253	419	38.1					
	200 coopératives			200	3	8	4					
	500 MPER			500	3	3	0.6					
	1.1.5 Personnes ayant accès à des services financiers dans les zones rurales											
	Nombre total d'accès aux services financiers					0						
	Femmes-accès services financiers en zones rurales-épargne					0						
	Jeunes-accès services financiers en zones rurales-épargne					0						
	Person.s autres que jeunes-accès services financiers en zones rur.-épargne					0						
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-épargne					0						
	Personnes autochtones-accès services financiers dans les zones rur.-épargne					0						

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Person.s autres que autochtones-accès services financiers dans les zones rur.-épargne					0					
	Hommes-accès services financiers dans les zones rurales-crédit					0					
	Femmes - accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit					0					
	Jeunes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit					0					
	Person.s autres que jeunes-accès services financiers dns les zones rur.-crédit					0					
	Personnes autochtones-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit					0					
	Personnes autres que autochtones-accès services financiers dns zones rurales-crédit					0					

Chaîne logique	Indicateurs							Moyens de vérification			Hypothèses
	Nom	Situation de référence	Mi-parcours	Cible Finale	Résultat annuel (2020)	Résultat cumulatif (2020)	Résultat cumulatif % (2020)	Source	Fréquence	Responsabilité	
	Personnes ayant accès-services financiers dans les zones rurales-épargne					0					
	Personnes-accès à des services financiers dans les zones rurales-crédit			360		0	0				
	Valeur brute du portefeuille de prêt (entreprises)										
	Valeur portefeuille			4 208							
Produit											



Investir dans les populations rurales

Togo

National Programme for the Promotion of Rural Entrepreneurship

Rapport de supervision

Appendice 1: Performance financière réelle par source de financement et par composante; décaissements par catégorie

Dates de mission: 7-22 September 2020

Date du document: 28/12/2020

Identifiant du projet 1100001639

Numéro du rapport: 5535-TG

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 1 : Performance financière réelle par source de financement et par composante ; décaissements par catégorie (Situation au 31 août 2020)

Tableau 1A - Performance financière par source de financement

Source de financement	Montants DCP/CFA	Montant actualisé au taux de réception pour les fonds FIDA/USD	Décaissements effectifs USD	Taux décaissement Effectif	DRF en cours au FIDA 15+16+17+ DRF A établir	Total avec décaissements en cours	Taux de décaissement avec DRF en cours
FIDA PRÊT	5 242 470 848	10 809 218	3 964 459	36,68%	1 092 383	5 056 842	46,78%
FIDA DON	5 242 470 848	10 809 218	3 964 459	36,68%	1 092 383	5 056 842	46,78%
Gouvernement	1 858 792 775	3 832 562	519 416	13,55%	-	519 416	13,55%
IFP	4 208 049 633	8 676 391	2 238 512	25,80%	-	2 238 512	25,80%
BENEFICIAIRES	915 428 000	1 887 480	663 349	35,14%	-	663 349	25,80%
TOTAL	17 467 212 104	36 014 870	11 350 195	33,33%	2 184 766	13 534 961	37,58%

Actualisation DCP/FCFA au taux de réception pour les fonds FIDA/USD = 485

Tableau 1B- Performance financière par source de financement et par composante (en milliers d’USD)

Composantes	Prêt FIDA			Don FIDA			IFP			Beneficiaires			Gouver			Total		
	Alloué	décais	%	Alloué	décais	%	Alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	%	alloué	décais	Taux
Comp A	5 181 946	1 336 885	25,80%	5 181 946	1 336 685	25,80%	-	-	-	-	-	-	980 319	12 315	1,26%	11 344 212	2 685 885	23,67%
Comp B:	2 724 558	941 338	34,55%	2 724 558	941 338	34,55%	8 676 391	2 238 512	25,80%	1 887 480	663 349	35,14%	1 399 430	381 767	27,28%	17 412 417	5 166 304	29,67%
Comp C:	2 902 714	1 686 236	58,09%	2 902 714	1 686 437	58,09%	-	-	-	-	-	-	1 452 813	125 334	8,63%	7 258 241	3 498 007	48,19%
Total	10 809 218	3 964 459	36,68%	10 809 218	3 964 459	36,68%	8 676 391	2 238 512	25,80%	1 887 480	663 349	35,14%	3 832 562	519 416	13,55%	36 014 870	11 350 195	31,51%

Tableau 1C-1: Décaissements du prêt du FIDA (en DTS, au 31/08/2020)

N°	Catégories	Montants Alloués	Total décaissement	Taux de décaissement	Soldes
I	Génie civil	53 000	-	0%	53 000
II	Véhicules et équipements	250 000	153 760	61,50%	96 240
III	Crédit et fonds de garantie	870 000	287 226	33,01%	582 773
IV	Formation	3 775 000	717 417	19%	3 057 583
V	Salaires	940 000	453 595	48,25%	486 405
VI	Coût de fonctionnement	430 000	146 473	34,06%	283 527
Non alloué	Non alloué	700 000	-	0%	700 000
Avance initiale	Avance initiale	-	1 098 789	0%	(1 098 789)
	TOTAUX	7 018 000	2 857 261	40,71%	4 160 739

Tableau 1C-2: Décaissements du don du FIDA (en DTS, au 31/05/2020)

N°	Catégories	Montants Alloués	Total décaissement	Taux de décaissement	Soldes
I	Génie civil	53 000	-	0%	53 000
II	Véhicules et équipements	250 000	153 760	61,50%	96 240
III	Crédit et fonds de garantie	870 000	287 226	33,01%	582 773
IV	Formation	3 775 000	708 868	18,78%	3 066 131
V	Salaires	940 000	462 368	49,19%	477 632
VI	Coût de fonctionnement	430 000	146 473	34,06%	283 527
Non alloué	Non alloué	700 000	-	0%	700 000
Avance initiale	Avance initiale	-	1 098 789	0%	(1 098 789)
	TOTAUX	7 018 000	2 857 261	40,71%	4 160 739



Investir dans les populations rurales

Togo

National Programme for the Promotion of Rural Entrepreneurship

Rapport de supervision

Appendice 2: Avancement des activités du PTBA

Dates de mission: 7-22 September 2020

Date du document: 28/12/2020

Identifiant du projet 1100001639

Numéro du rapport: 5535-TG

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 2 : Progrès physiques mesurés comparativement au PTBA et aux cibles du projet (Situation au 31/08/2020)

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
Composante A : Facilitation de l'accès aux services non financiers								
Sous composante A1 : Renforcement et diversification de l'offre de formation et d'appui conseil								
Analyser et finaliser le profil des MPER porteurs de projets bancables (primos, coopératives et MPER établis) de la base de données partenaires de la FAO et extraire 150 MPERs éligibles au PNPER (un expert de la FAO sera mobilisé pour faire ce travail sur une durée de 20 jours)	Nombre de MPERs bancables identifiés par la FAO		150	0	0%	La convention FAO vient de rentrer dans phase opérationnelle	0	0%
Accompagner techniquement les 150 MPER porteurs de projets bancables (primos, coopératives et MPER établis) à remplir les conditions d'accès au guichet PNPER (En collaboration avec la DFDTOPA par des séances de formation sur principe OHADA et la formalisation en coopérative)	Nombres de MPERs porteurs de projets accompagnés par la FAO		150	0	0%	La convention FAO vient de rentrer dans phase opérationnelle	0	0%

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
Identifier les besoins techniques en formation techniques exprimés par les jeunes entrepreneurs agricoles retenu par le PNPER (1 consultant national sera mobilisé pur une durée de 22 homme/jour) et Évaluer les capacités actuelles et les offres de formation des centres par rapport aux besoins exprimés par les jeunes (1 consultant national sera mobilisé pur une durée de 15 homme/jour)	Nombre de besoins en formation identifiés au profit des jeunes entrepreneurs		240	0	0%	La convention FAO vient de rentrer dans phase opérationnelle	0	0%
Organiser des missions de suivi de la mise en œuvre du projet par la FAO	Nombre de suivis réalisés		3	0	0%	La convention FAO vient de rentrer dans phase opérationnelle	0	0%
Appuyer la production des matériels et outils de communication sur le projet (brochures, articles, etc.)	Nombre de matériels et outils de communication appuyés par la FAO			0	0%	La convention FAO vient de rentrer dans phase opérationnelle	0	0%
Former les formateurs et les conseillers des MPER sur le GERME phase 2	Nombre de formateurs et conseillers formés	100	100	100	0%	40 anciens formateurs renforcés et 38 nouveaux formateurs	100	100%
Assurer la prise en charge de 25 techniciens régionaux pour un coaching de proximité des coopératives pour la formalisation et la mise en place des outils de gestion	Nombre de mois de prise en charge des techniciens régionaux pour un coaching de proximité des coopératives		9	4	44%	Ce sont de nouvelles activités avec de nouveau partenaires	4	44%

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
Apporter le paquet technique et didactique adéquat aux six centres de formation retenus par le PNPER	Nombre de centres de formations appuyés en matériels didactiques et technique	40	6	0	0%	La convention FAO vient de rentrer dans phase opérationnelle	32	80%
Animer les guichets	Nombre guichets animés	5	5	5	100%	Les 5 guichets sont animés	5	100%
Sous Composante A2 : Appui à la création, consolidation, promotion des MPER et de leurs produits et services								
Concevoir et produire les supports de communication (papier et audio-visuels)	Nombre de types supports de communication produits		3	3	100%	Les t-shirts, les panneaux d'affichages et les bulletins de communication sont produits	3	100%
Émissions Télé réalité (show médiatique pour stimuler les jeunes)	1 émission télé réalité réalisée		1	0	0%	Dossier en phase de signature de contrat		0%
Organiser 5 ateliers régionaux d'information des leaders et techniciens des faïtières d'OP sur le PNPER, ses conditionnalités et de partage de la fiche d'identification des coopératives et des jeunes ruraux (25 participants par région ; 1 jour par région)	Nombre d'atelier régionaux réalisés		5	5	100%	Ce sont de nouvelles activités avec de nouveau partenaires	5	100%
Animer les émissions de sensibilisation sur les radios rurales en lien avec les gestes barrières dans les 20 préfectures du projet en langue locale (5 émissions par préfecture)	Nombre d'émissions de sensibilisations réalisées sur les radios rurales		100	0	0%	Activité en phase de démarrage	0	0%

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
Concevoir et faire diffuser des spots de sensibilisation des leaders paysans sur les gestes barrières contre le COVID-19 sur les radios rurales	Nombre de spots de sensibilisations réalisées sur les radios rurales		100	0	0%	Activité en phase de démarrage	0	0%
Sensibilisation du couple mère/enfant sur les Bonnes pratique d'hygiène et les barrières (lavage régulière des mains etc.)	Nombre de sensibilisations réalisées sur les bonnes pratiques d'hygiène		20	0	0%	Une sensibilisation par préfecture Activité en phase de démarrage	0	0%
Accompagner et appuyer les primo entreprises	Nombre de plans d'affaires élaborés	3500	1500	1008	67%		3 877	111%
Accompagner et appuyer les coopératives pour la création des MPERS	Nombre de plans d'affaires élaborés	200	200	201	101%		201	101%
Suivi des promoteurs financés et non financés	Nombre de promoteurs suivis		4000	0	0%	Activité en phase de démarrage	0	0%
Mettre des dispositifs de lutte contre la pandémie de covid-19 pour la coordination, les partenaires, bénéficiaires et dans les 239 cantons des zones d'intervention du PNPER	Nombre de dispositifs de lutte contre la pandémie mise en place		20	0	0%	Activité en phase de démarrage	0	0%
Soutien aux coopératives de ventes de semences aux profits des ménages des promoteurs vulnérables	Nombre de ménages ayant obtenus les semences		5000	0	0%	Activité en phase de démarrage	0	0%
Appuyer 5000 mères avec enfant et avec enfants malnutris en farine infantiles et kit alimentaire simplifié	Nombre de ménages ayant obtenus les kits alimentaires		5000	0	0%	Activité en phase de démarrage	0	0%
Appui à l'acquisition de matière premières, des kits de provendes et produits vétérinaires aux profits des promoteurs financés	Nombre de MPERS ayant pourvues en matières premières, provendes et produits vétérinaires		250	0	0%	Activité en phase de démarrage	0	0%

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
Évaluation rapide des effets des actions menées	Nombre d'étude réalisés		1	0	0%	Activité programmée pour fin du trimestre 4	0	0%
Appui à 200 organisations de producteurs de légumes, et fruits à développer des plans d'affaires bancables de services autogérés en amont et en aval de la production,	Nombre d'organisations paysannes appuyés en plans d'affaires		200	150	75%		150	75%
Financement par le guichet PNPER et suivi d'au moins 150 MPERs coopératives de légumes et fruits ayant développé des services autogérés en amont et en aval de la production,	Nombre de MPER financés		150	0	0%	Processus de financement en cours	0	0%
Initiation de 150 primos entrepreneurs ruraux et 50 MPER à l'élaboration de plans d'affaires bancables	Nombre de primos entrepreneurs ruraux MPER initiés à l'élaboration de plans d'affaires bancables		200	200	100%		200	100%
Appui à 150 primos entrepreneurs ruraux et 50 MPER à l'élaboration de plans d'affaires bancables	Nombre de primos entrepreneurs ruraux et MPER appuyés à l'élaboration de plans d'affaires bancables		200	75	38%		75	38%
Accompagnement financier de 100 primo-entrepreneurs et 30 MPER dans développement de leur microentreprises rurales	100 primo-entrepreneurs et 30 MPER établies sont accompagnés financièrement à développer leur microentreprises rurale		130	0	0%	Processus de financement en cours	0	0%
Former les bénéficiaires en entrepreneuriat et gestion	Nombre de promoteurs formés en entrepreneuriat	3500	1500	1020	68%	Une session est programmée en septembre	2 770	79%
Organiser des formations techniques professionnelles	240 promoteurs formés en technique de production	2500	240	0	0%	Les formations sont programmées pour le trimestre 4	315	13%
Organiser une formation des responsables des coopératives	Les coopératives sont outillées sur les outils de gestion		200	0	0%	Les formations sont programmées pour le trimestre 4	2 770	79%

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
sur la gestion entrepreneuriale des coopératives agricoles								
Organiser une formation de renforcement des capacités des techniciens des faitières sur l'élaboration des plans d'affaires	Nombre de formation organisé		1	1	100%		1	100%
Formation de 1000 producteurs sur les bonnes pratiques agricoles (BPA) gingembre	Nombre de producteurs sont formés sur la qualité des produits		1000	0	0%	Les formations sont programmées pour le trimestre 4	315	13%
Initiation de 200 MPE de transformation agroalimentaire sur les fondamentaux de la qualité des produits	Nombre de MPER de transformation agroalimentaire formés sur les fondamentaux de la qualité des produits		200	0	100%	Les formations sont programmées pour le trimestre 4	315	13%
Formation des femmes transformatrices des produits agricoles sur les nouvelles procédures d'hygiène de transformation adaptées au COVID 19	Nombre de femmes formés sur les nouvelles procédures d'hygiène		50	0	0%	Activités programmées pour trimestre 4	0	0%
Participer aux foires et événements socio-culturels	Nombre de participation aux foires		10	0	0%	Activité non entamée à cause des mesures restrictives	0	0%
Appuyer la promotion des produits des MPERs	Nombre de produits sont certifiés		3	0	0%	Activité programmée pour fin du trimestre 4	0	0%
Organiser les sessions du comité de sélection	Nombre sessions des comités de sélection organisées	250	50	40	80%		99	40%
Composante B : Facilitation de l'accès aux services financiers								
Sous Composante B1 : Appui à l'installation de primo-entrepreneurs								
Financer la création des primos MPER	Nombre de MPER financées et créées	1100	700	253	36%	102 promoteurs ont eu accord de financement	422	38%

[illegible]

[illegible]

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
Aménager les bureaux régionaux et des guichets	Nombre de bureaux et guichets aménagés		5	5	100%		5	100%
Matériel informatique et accessoires	Nombre de matériels informatiques et accessoires acquis		1	1	100%		1	100%
Acquisition de divers équipements	Nombre d'équipements divers acquis		1	1	100%	1	1	100%
Recruter le personnel additionnel	Nombre de personnel additionnel recrutés		4	4	100%	4	4	100%
Suivi et supervision par la CN et les COZ	Nombre de missions de suivis réalisés		12	6	50%			ND
Organiser Atelier de rencontres de concertation avec les partenaires non financiers sur la mise en œuvre	Nombre atelier organisé		1	1	100%		1	100%
Mettre en place du répertoire des acteurs et bénéficiaires du PNPER	Nombre de répertoire des MPERS mise en place		1	1	100%		1	100%
Créer un réseau d'intérêt et mise en ligne des profils des MPERS	Nombre de site web crée avec la mise en ligne des acteurs des MPERS		1	1	100%		1	100%
Instaurer un bulletin interne	Nombre de bulletins bimensuels sont élaborés et rendus publics		6	2	33%		2	33%
Planifier l'apprentissage des promoteurs financés	Nombre de consultant psychologue du travail recruté		1	0	0%	Le processus de recrutement est en cours		0%
Réaliser des études de cas	Nombre études de cas sont réalisés		10	0	0%	Activité programmée pour ce trimestre 4	1	0%
Réaliser l'audit externe du projet	L'audit des comptes de l'exercice 2019réalisé	6	1	1	100%		5	83%
Activer le logiciel TOMATE (Tom2pro, Tom2Monitoring et Tom2Marché) et formation du nouveau personnel	Nombre de logiciel Tomate activité		1	0	0%	La fermeture des frontières avait empêché la réalisation de cette activité	1	0%
Recruter un consultant pour la mise en place du système	Nombre de consultant recruté		1	1	100%		1	100%

Libellé	Indicateurs	Objectif sur la durée du projet	Cible 2020	Réalisations au 31 Août 2020	% par rapport à la cible 2020	Commentaires	Réalisation cumulée	% cumulée au 31/08/2020
d'archivage et la formation du personnel								
Former l'équipe de projet et partenaires sur la capitalisation et gestion des savoirs	Nombre de personnes formées sur la gestion des savoirs		25	0	0%	Non réalisée à cause des mesures barrières prises par le gouvernement	0	0%
Organiser des rencontres d'échanges, de validation des outils et données et d'évaluation du système de suivi-évaluation	Nombre rencontre organisées		2	0	0%	Non réalisée à cause des mesures barrières prises par le gouvernement	0	0%
Organiser l'atelier national de bilan annuel et de réflexion critique	Nombre d'atelier bilan organisé		1	0	0%	Activité programmée pour décembre	0	0%
Mettre en place la base de données informatisée (logiciel) des promoteurs	Nombre de base de données informatisée mise en place		1	0	0%	Marché en phase de négociation des contrats	0	0%
Recruter un consultant pour la formation des responsables suivi-évaluation sur le GPS et la cartographie	Nombre de consultant recrutés pour la formation des responsables suivi-évaluation en GPS		1	0	0%	Marché en phase de négociation des contrats	0	0%
Assurer la visibilité des activités du projet et la veille médiatique	Nombre d'actions posées pour la visibilité du PNPER		1	1	100%		1	100%
Réaliser et diffuser des communiqués en français facile et langues locales	Nombre de diffusion réalisées		1	1	100%		1	100%



Investir dans les populations rurales

Togo

National Programme for the Promotion of Rural Entrepreneurship

Rapport de supervision

Appendice 3: Respect des dispositions juridiques: état de l'exécution

Dates de mission: 7-22 September 2020

Date du document: 28/12/2020

Identifiant du projet 1100001639

Numéro du rapport: 5535-TG

Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Appendice 3 : Respect des dispositions de l'accord de financement - état d'avancement

	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
Section B.6	Ouverture d'un compte désigné en XOF auprès d'une institution financière à Lomé	Entrée en vigueur	Fait	Compte désigné ouvert à la BTCI
Section B.7	Ouverture d'un compte opérationnel en XOF auprès d'une institution financière à Lomé	Entrée en vigueur	Fait	Compte opérationnel ouvert à la BTCI
Section B.8	Ouverture d'un compte de fonds de contrepartie en XOF auprès d'une institution financière à Lomé	Entrée en vigueur	Fait	Compte opérationnel ouvert à ECOBANK
Section B.9	Contribution du gouvernement estimée à 3 832 000 USD correspondant à (i) l'exonération de droits, impôts et taxes sur les biens, travaux et services du projet et (ii) la contribution aux activités du projet, notamment le fonds de garantie de 500 millions XOF et les loyers des bureaux du projet	En continu	En cours	Voir section « Fonds de contrepartie » dans le rapport de supervision
Section E.2.a)	1 ^{er} dépôt de 30 000 USD effectué par l'Emprunteur à titre de contrepartie pour la 1 ^{ère} année du projet, ainsi que la mise à disposition de la contribution en nature pour couvrir les besoins de la 1 ^{ère} année	Avant retrait de fonds	Fait	Contribution en nature : locaux pour la CN et les COZ
Section E.2.b)	Mise en place de la Coordination Nationale et recrutement du personnel clé du Projet (Coordonnateur National, Responsable Administratif et Financier, Comptable et Assistant Comptable, Spécialiste en S&E, Assistant en S&E, Spécialiste en financement rural, Spécialiste en entrepreneuriat rural, Spécialiste en passation des marchés et Responsable de la communication et gestion des savoirs) conformément aux dispositions de l'AF	Avant retraits de fonds	Fait	
Section E.2.c)	Validation du manuel de procédures administrative, financières et comptables conformément aux dispositions de l'AF	Avant retraits de fonds	Fait	
Annexe 1.II.8 et 9	Mise en place de 2 Coordinations de Zone à Kara et Atakpamé Établissement d'un Comité National de Pilotage du projet présidé par la Secrétaire d'État du SEPFISI	Démarrage et changement ancrage	Fait Fait	
Annexe 1.II.11.1	Élaboration du manuel d'opérations du Projet	Démarrage du projet	Fait	Le manuel a été actualisé en Mars 2019 pour refléter les nouvelles modalités d'exécution compte tenu des conventions signées avec les partenaires (FNFI, DOSI)
Annexe 3	Recrutement du personnel de projet sur une base compétitive (par voie d'appel à candidature) selon les procédures nationales. Recrutement, renouvellement et rupture des contrats du personnel clé du projet soumis à l'approbation du FIDA.	En continu	Fait	

	Disposition	Date butoir de l'action/objectif	Niveau d'exécution/date	Observations
	Contrats d'un an renouvelable sur la base des performances Évaluations annuelles des performances du personnel de projet		Fait Fait	Evaluation annuelle du personnel réalisée
CG Section 7.01 b) ii)	Soumission du PTBA au FIDA pour non-objection	31 octobre (annuel)	Fait avec retard	PTBA 2020 et PTBA 2020 révisé soumis au FIDA respectivement en Mars 2020 et Août 2020 PTBA 2021 non encore soumis. Le délai de soumission reste le 31/10/2020 au plus tard
CG Section 7.08	Assurance de l'ensemble des biens et constructions utilisés par le projet	En continu	Partiel	Seuls les véhicules sont assurés (voir rapport de supervision)
CG Section 7.11	Assurance maladie et accident pour le personnel	En continu	Fait	
CG Section 8.03 a)	Soumission d'un rapport d'activités périodique	En continu	Fait	Rapports d'activités semestriels et Rapports Financiers Intérimaires trimestriels
CG Section 8.03 b)	Examen à mi-parcours conjoint par le GdT et le FIDA	Juin 2020	Fait	
CG Section 8.04	Soumission du rapport d'achèvement au FIDA	31/12/20	N/A	
CG Section 9.02	Soumission au FIDA des états financiers annuels non audités	30 avril (annuel)	Fait	Soumis au FIDSA en mars 2019
CG Section 9.03 b)	Soumission au FIDA du rapport d'audit annuel	30 juin (annuel)	Non respecté	Rapport d'audit 2019 soumis en Juillet 2020
CG Section 11.01 a)	Exemption du Programme de tous droits, impôts et taxes	En continu	Fait	Voir rapport de supervision

